



Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques
Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire
Mission des études, de l'observation et des statistiques
Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Panorama Statistique

Jeunesse
Sports
Cohésion Sociale

Les régions françaises • 2017

Le **PANORAMA STATISTIQUE, JEUNESSE, SPORTS, COHESION SOCIALE** est un mémento annuel présentant des données départementales et régionales sur la démographie, la pauvreté, l'immigration et l'intégration, la précarité et l'exclusion, la cohésion sociale, le handicap et la dépendance, le logement et l'hébergement, la jeunesse, l'enfance et la protection de l'enfance, le sport, les diplômes délivrés des professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socio culturelle et enfin, l'emploi dans les domaines associatif et sportif.

Il est accessible dans une **version Internet** présentant l'ensemble des données départementales et régionales et permettant aux utilisateurs de télécharger la maquette nationale ou de choisir un département sur la carte de France puis de sélectionner le tableau à visualiser. Cette version web est consultable sur le site du ministère des Solidarités et de la Santé à l'adresse suivante

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/indicateurs-localises/article/le-panorama-statistique-jeunesse-sports-cohesion-sociale>

Les éditions antérieures du PANORAMA STATISTIQUE sont consultables en ligne à l'adresse suivante :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/apps/panorama/historique.htm>

DÉMOGRAPHIE	3
Données générales	3
Indicateurs démographiques	4
Structure par âge de la population	5
IMMIGRATION, PAUVRETÉ, PRÉCARITÉ, EXCLUSION	7
Revenus et inégalités de revenus	9
Inclusion bancaire	10
Chômage	10
RSA et minima sociaux	11
Immigration et origines	12
Activité et chômage de la population immigrée et étrangère	12

HANDICAP, DÉPENDANCE	13
Allocataires AAH, APA, personnes prises en charge par des mandataires	14
COHÉSION SOCIALE	15
Politique de la ville en 2013	16
Bénéficiaires de l'Aide Sociale Départementale au 31 déc. 2015	17
Établissement et services médico - sociaux	18
Capacité d'accueil des personnes âgées	21
Accueil des personnes âgées	22
Accueil des adultes handicapés	23
Accueil des enfants et adolescents handicapés	27
LOGEMENT, HÉBERGEMENT	28
Parc des logements et statut d'occupation	30
Recours au droit au logement (DALO)	30
Logement, hébergement	31
JEUNESSE	32
Classes d'âge, morbidité, mortalité, conduite à risques	33
Scolarité, formation, activité	34
Fonds d'aide aux jeunes (FAJ), service civique, missions locales, PAIO	35
ENFANCE, PROTECTION DE L'ENFANCE	36
Protection sociale de l'enfance - Aide sociale à l'enfance	38
Accueils collectifs de mineurs sans hébergement	39
Accueils collectifs de mineurs avec hébergement	41
Accueil des enfants d'âge préscolaire	42
SPORT - DIPLÔMES DÉLIVRÉS	43
Fédérations sportives	44
Équipements sportifs, sports de haut niveau, pôles sportifs	45
Formation aux professions sociales	46
Formation aux professions de santé	47
Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport	48
Activité, emploi associatif et sport	49
SIGLES	51
ADRESSES UTILES	52

Sources : INSEE, DREES

Pour en savoir plus :

Les indicateurs sociaux départementaux

Les indicateurs sociaux départementaux constituent le socle commun d'un système d'information partagé entre échelons nationaux et départementaux dans les principaux domaines de l'action sociale départementale. Ils intègrent à la fois des indicateurs transversaux, reflétant le contexte territorial (20 indicateurs parmi lesquels l'espérance de vie, le taux de pauvreté monétaire, les catégories sociales...) et des indicateurs propres à chaque thématique :

- **Protection de l'enfance en danger** : taux de mesures d'aide sociale à l'enfance, part des enfants dont les parents sont sans emploi... ;
- **Personnes handicapées** : taux d'allocataires de l'AAH, taux d'équipement en places en établissements et services pour personnes handicapées... ;
- **Insertion sociale et minima sociaux** : part de la population couverte par le RSA, part de jeunes non insérés... ;
- **Personnes âgées** : taux de bénéficiaires de l'APA... ;
- **Indicateurs financiers** : dépenses de RSA, APA, PCH... par habitant et par bénéficiaire.

Ces indicateurs sont issus des conclusions de plusieurs groupes de travail devenus aujourd'hui le Réseau des indicateurs sociaux départementaux, piloté par l'ADF, la DREES, l'INSEE et l'ODAS et constitué de conseils départementaux et d'autres producteurs nationaux de données (ANDASS, CCMISA, CNAF, CNSA, ONED). Enfin, d'autres partenaires collaborent avec le réseau en fournissant des données : la CNAV, la CNAM, la DEPP, la DARES...

Population immigrée

Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

Population étrangère

Un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides). Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité (ou plusieurs) sont considérées en France comme françaises. Un étranger n'est pas forcément immigré, il peut être né en France (les mineurs notamment).

À la différence de celle d'immigré, la qualité d'étranger ne perdure pas toujours tout au long de la vie : on peut, sous réserve que la législation en vigueur le permette, devenir français par acquisition.

Espérance de vie à la naissance

C'est la durée de vie moyenne - autrement dit l'âge moyen au décès - d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année étudiée. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure par âge.

Espérance de vie à 65 ans

C'est le nombre moyen d'années restant à vivre au-delà de 65 ans (ou durée de survie moyenne au-delà de 65 ans), dans les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

Aide complémentaire :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/aide-et-action-sociale/article/les-indicateurs-sociaux-departementaux>

<http://www.insee.fr/fr/statistiques/2382915>



Données générales

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Superficie en km ²	69 711	47 784	27 209	39 151	8 680	57 433	31 813	12 011	29 906	84 060	72 724	32 082	31 399	543 963	1 705	1 100	83 534	2 503	374	633 179
Population au 1er janvier 2014 (Recensement de population)	7 820 966	2 820 623	3 276 543	2 577 435	324 212	5 554 645	6 006 156	12 027 565	3 335 645	5 879 144	5 730 753	3 690 833	4 983 438	64 027 958	400 186	383 911	252 338	842 767	nd	65 907 160
Population au 1er janvier 2016 (Estimation de population)	7 940 652	2 820 150	3 310 341	2 587 004	330 354	5 558 304	6 030 309	12 142 802	3 343 247	5 943 096	5 830 166	3 743 982	5 024 192	64 604 599	395 725	376 847	262 527	850 996	235 132	66 725 826
Population étrangère au 1er janvier 2014 (Recensement de population)	488 501	122 929	76 168	117 157	29 789	328 652	217 802	1 610 803	91 459	249 395	313 849	92 425	339 164	4 078 093	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Projection de la population en 2040 (1)	9 112 000	2 938 000	3 778 000	2 706 000	374 000	5 712 000	6 216 000	12 934 000	3 424 000	6 674 000	6 683 000	4 333 000	5 259 000	70 143 000	352 000	311 000	353 000	899 000	391 000	72 449 000
Taux de croissance annuel moyen 2009-2016 en %	0,8	0,0	0,6	0,3	1,1	0,1	0,2	0,5	0,2	0,6	0,9	0,8	0,4	0,5	-0,2	-0,7	2,3	0,6	nd	0,5
dont dû au solde migratoire	0,4	-0,1	0,5	0,1	1,1	-0,1	-0,2	-0,4	0,0	0,6	0,7	0,4	0,1	0,1	-0,8	-1,1	-0,1	-0,6	nd	0,1
Densité au 1/01/2016 (nombre d'habitants par km ²)	114	59	122	66	38	97	190	1 011	112	71	80	117	160	119	232	343	3	340	629	105
Naissances domiciliées 2015 définitives	94 245	29 349	33 522	27 694	2 866	59 895	75 579	179 762	36 741	56 577	61 290	42 049	58 775	758 344	4 714	3 972	6 806	14 011	nd	787 847
Décès domiciliés 2015 définitifs	67 436	29 481	33 821	26 359	3 106	52 206	55 387	74 539	32 944	63 280	57 144	33 867	49 896	579 466	2 906	3 058	834	4 531	nd	590 795
Part de la population vivant dans les grandes aires urbaines en 2014 (2)	85,2	67,7	71,1	74,0	61,6	80,2	89,2	99,8	75,9	70,2	74,0	75,2	91,0	82,8	92,7	83,2	50,2	87,5	nd	82,8
Part des familles monoparentales en 2014 en %	13,7	13,1	12,1	12,7	18,6	14,1	15,6	17,9	13,4	13,7	15,4	11,0	17,1	14,8	39,6	41,2	39,7	30,3	nd	15,3
Taux d'activité de la population en 2014 (rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans en %) (2)	74,7	73,6	72,9	74,4	70,5	72,9	70,4	76,1	72,9	73,3	72,2	75,0	71,6	73,6	69,7	71,0	62,4	69,7	nd	73,5

(1) Selon le scénario central de l'Insee

(2) Indicateurs sociaux départementaux - présentation du zonage en aires urbaines

Codes indiquant la catégorie de la commune au sein du découpage en aires urbaines : 111, 112, 120, 211, 212, 221, 222, 300, 400

Source : INSEE

Indicateurs démographiques

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière	
Taux de natalité en 2015 - Naissances domiciliées pour 1 000 habitants	11,9	10,4	10,1	10,7	8,7	10,8	12,5	14,8	11,0	9,5	10,5	11,2	11,7	11,7	11,9	10,5	25,9	16,5	nd	11,8	
Taux de mortalité en 2015 - Décès domiciliés pour 1 000 habitants (1)	8,5	10,5	10,2	10,2	9,4	9,4	9,2	6,2	9,9	10,7	9,8	9,1	9,9	9,0	7,3	8,1	3,2	5,3	nd	8,9	
Taux mortalité infantile (rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins d'un an et le nombre d'enfants nés vivants en 2013-2014-2015) (1)	3,3	3,9	3,4	3,6	3,6	3,5	3,4	3,8	3,2	3,2	2,9	2,7	3,2	3,4	8,3	6,2	8,3	6,7	nd	3,5	
Indice de vieillissement de la population au 1er janvier 2016 (1) - Nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans	76,7	93,2	87,9	88,3	107,6	80,2	63,6	55,5	81,2	101,6	93,7	76,1	96,4	77,8	63,3	79,0	11,6	33,4	nd	76,6	
Espérance de vie à la naissance en 2015 (1)																					
Hommes	79,9	78,5	78,2	78,9	79,6	78,6	76,7	80,6	77,8	79,2	79,6	79,1	79,4	79,0	77,0	79,4	76,4	77,1	75,3	79,0	
Femmes	85,5	84,9	84,9	85,0	85,6	84,2	83,4	85,6	84,6	85,3	85,4	85,6	85,3	85,1	84,8	84,7	82,0	83,6	77,2	85,1	
Espérance de vie à 65 ans en 2015 (1)																					
Hommes	19,4	18,9	18,7	19,1	19,5	18,5	17,6	20,0	18,5	19,2	19,5	19,2	19,4	19,1	19,7	19,9	17,6	18,1	17,0	19,1	
Femmes	23,0	22,8	22,8	22,8	23,3	22,1	21,7	23,3	22,7	23,2	23,2	23,1	23,0	23,0	23,0	23,0	21,4	21,7	17,2	23,0	

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES ; INSEE, ELP 2016

Structure par âge de la population

Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2016 - Hommes

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
0 - 4 ans	243 254	77 805	91 276	74 455	8 335	157 938	195 425	421 973	96 811	152 086	159 252	113 837	142 105	1 934 552	11 274	9 446	15 281	31 490	18 688	2 020 731
5 - 9 ans	257 202	86 106	103 333	82 002	9 277	170 126	206 883	414 571	107 497	171 240	173 538	126 500	149 177	2 057 452	13 438	11 732	15 217	35 035	17 752	2 150 626
10 - 14 ans	253 991	87 178	106 064	82 642	8 752	170 499	205 979	388 704	108 666	176 558	174 176	127 051	146 722	2 036 982	14 971	12 361	14 154	36 460	15 428	2 130 356
15 - 19 ans	247 421	85 649	105 059	77 916	8 527	171 644	204 453	375 703	106 252	176 119	175 534	119 686	147 097	2 001 060	14 242	12 603	12 347	34 532	11 871	2 086 655
20 - 24 ans	231 894	74 771	90 801	65 425	8 249	164 717	184 723	387 698	91 909	153 789	163 109	102 317	134 515	1 853 917	9 643	9 353	8 907	26 917	6 423	1 915 160
25 - 54 ans	1 522 524	515 966	609 947	469 299	63 744	1 070 042	1 153 252	2 499 231	610 782	1 075 718	1 068 472	698 858	912 744	12 270 579	64 727	62 508	49 289	162 551	35 979	12 645 633
55 - 59 ans	242 054	92 901	107 710	83 916	10 783	183 979	186 455	345 045	109 548	193 831	182 561	115 417	156 269	2 010 469	13 366	13 960	5 203	24 922	2 882	2 070 802
60 - 64 ans	224 076	91 727	103 288	82 530	10 651	174 006	172 972	291 690	106 447	194 361	179 590	110 641	148 446	1 890 425	11 189	11 564	4 152	20 630	2 033	1 939 993
65 - 74 ans	365 587	147 181	163 783	130 039	17 768	254 986	246 215	432 409	160 671	315 898	300 325	172 271	261 364	2 968 497	17 017	17 115	4 274	24 607	1 984	3 033 494
75 - 84 ans	203 149	83 805	95 380	76 656	10 857	145 343	127 152	226 099	88 416	185 311	172 227	99 407	151 623	1 665 425	8 841	10 114	1 371	11 370	803	1 697 924
85 ans et +	75 674	31 901	33 851	30 359	3 696	47 550	44 336	83 260	32 253	73 714	69 479	38 340	57 907	622 320	2 992	3 444	401	2 726	229	632 112
Ensemble	3 866 826	1 374 990	1 610 492	1 255 239	160 639	2 710 830	2 927 845	5 866 383	1 619 252	2 868 625	2 818 263	1 824 325	2 407 969	31 311 678	181 700	174 200	130 596	411 240	114 072	32 323 486
Moins de 6 ans	295 072	94 682	111 359	90 681	10 202	191 963	236 792	506 488	117 866	185 440	193 615	138 995	171 972	2 345 127	13 835	11 664	18 223	38 018	22 249	2 449 116
Enfants de 6 à 16 ans	560 344	192 311	232 940	181 573	19 866	376 655	455 720	872 743	239 650	387 838	385 119	278 877	326 641	4 510 277	32 190	27 284	32 034	79 601	34 867	4 716 253
Jeunes de 16 à 25 ans	474 769	156 953	191 477	139 944	16 678	334 367	382 893	770 596	193 130	323 011	334 587	216 448	277 700	3 812 553	22 294	21 050	20 177	59 261	17 004	3 952 339
Population de 26 à 64 ans	1 941 457	685 700	802 972	622 183	83 295	1 394 293	1 476 409	3 049 826	809 030	1 433 187	1 398 158	904 474	1 190 599	15 791 583	87 533	86 266	56 762	202 962	39 612	16 264 718
Population de 65 ans et plus	644 410	262 887	293 014	237 054	32 321	447 879	417 703	741 768	281 340	574 923	542 031	310 018	470 894	5 256 242	28 850	30 673	6 046	38 703	3 016	5 363 530
Population de 75 ans et plus	278 823	115 706	129 231	107 015	14 553	192 893	171 488	309 359	120 669	259 025	241 706	137 747	209 530	2 287 745	11 833	13 558	1 772	14 096	1 032	2 330 036
Population de 80 ans et plus	164 026	68 487	75 328	64 498	8 083	109 331	99 191	179 764	70 936	157 560	147 688	82 646	124 596	1 352 134	6 552	7 546	913	6 862	517	1 374 524

Source : estimations de population INSEE (résultats provisoires arrêtés fin 2016)

Structure par âge de la population

Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2016 - Femmes

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
0 - 4 ans	232 825	73 694	87 636	70 842	7 797	151 096	187 568	402 767	93 101	145 135	153 116	108 636	135 190	1 849 403	10 980	9 308	14 421	30 568	18 412	1 933 092
5 - 9 ans	245 338	81 677	99 311	78 632	8 407	163 215	198 502	397 255	102 064	163 435	165 159	120 663	141 015	1 964 673	12 985	11 105	14 566	33 176	17 702	2 054 207
10 - 14 ans	241 404	82 876	101 953	79 449	8 465	161 413	196 314	375 302	102 888	166 576	164 771	121 677	139 566	1 942 654	14 549	12 026	14 213	34 260	15 782	2 033 484
15 - 19 ans	235 072	79 315	97 267	73 359	8 027	160 680	192 270	368 040	100 941	165 891	167 813	114 962	140 388	1 904 025	14 059	11 594	11 944	32 429	12 425	1 986 476
20 - 24 ans	225 316	69 313	83 419	62 734	7 974	156 049	178 158	404 591	87 252	149 649	159 157	98 267	131 299	1 813 178	9 276	8 738	8 996	27 145	7 936	1 875 269
25 - 54 ans	1 541 793	516 460	604 696	480 885	66 815	1 074 976	1 170 044	2 625 540	624 721	1 101 619	1 104 891	700 158	962 371	12 574 969	84 783	79 459	52 025	182 308	41 641	13 015 185
55 - 59 ans	252 601	97 576	111 634	87 582	11 066	194 200	197 068	372 956	115 025	207 534	195 193	120 225	171 061	2 133 721	15 270	15 896	5 116	26 804	2 401	2 199 208
60 - 64 ans	243 437	97 594	110 811	88 401	10 748	185 406	190 476	327 233	114 786	211 402	194 085	119 861	166 172	2 060 412	13 583	13 993	3 742	22 267	1 632	2 115 629
65 - 74 ans	409 111	160 897	185 606	144 158	19 511	280 562	284 018	496 258	179 997	355 606	336 576	194 240	302 337	3 348 877	20 595	20 204	4 296	27 814	1 949	3 423 735
75 - 84 ans	280 145	115 123	138 414	103 318	13 650	206 567	200 049	321 790	129 402	249 447	229 299	138 205	204 411	2 329 820	11 933	13 540	1 776	16 356	879	2 374 304
85 ans et +	166 784	70 635	79 102	62 405	7 255	113 310	107 997	184 687	73 818	158 177	141 843	82 763	122 413	1 371 189	6 012	6 784	836	6 629	301	1 391 751
Ensemble	4 073 826	1 445 160	1 699 849	1 331 765	169 715	2 847 474	3 102 464	6 276 419	1 723 995	3 074 471	3 011 903	1 919 657	2 616 223	33 292 921	214 025	202 647	131 931	439 756	121 060	34 402 340
Moins de 6 ans	282 277	89 949	107 154	86 713	9 511	183 719	227 347	484 041	113 374	177 301	185 629	132 219	163 027	2 242 261	13 359	11 460	17 380	36 785	22 070	2 343 315
Enfants de 6 à 16 ans	533 375	181 827	222 591	173 735	18 597	358 195	434 322	839 630	226 589	366 977	365 751	267 121	310 591	4 299 301	31 401	25 984	31 220	74 965	35 330	4 498 201
Jeunes de 16 à 25 ans	458 402	145 708	176 730	133 137	16 069	315 579	366 001	787 677	184 533	310 269	324 886	207 721	269 280	3 695 992	22 202	19 517	20 119	58 234	19 348	3 835 412
Population de 26 à 64 ans	1 990 686	697 224	810 390	643 538	86 728	1 421 921	1 521 475	3 234 568	836 768	1 490 571	1 461 453	920 716	1 272 326	16 388 364	111 657	107 551	58 823	225 638	43 905	16 935 938
Population de 65 ans et plus	856 040	346 655	403 122	309 881	40 416	600 439	592 064	1 002 735	383 217	763 230	707 718	415 208	629 161	7 049 886	38 540	40 528	6 908	50 799	3 129	7 189 790
Population de 75 ans et plus	446 929	185 758	217 516	165 723	20 905	319 877	308 046	506 477	203 220	407 624	371 142	220 968	326 824	3 701 009	17 945	20 324	2 612	22 985	1 180	3 766 055
Population de 80 ans et plus	302 010	126 122	145 496	112 601	13 616	211 067	204 120	336 440	136 505	280 390	253 701	149 477	219 301	2 490 846	11 208	12 674	1 586	13 225	683	2 530 222

Source : estimations de population INSEE (résultats provisoires arrêtés fin 2016)

Structure par âge de la population

Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2016 - Ensemble

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
0 - 4 ans	476 079	151 499	178 912	145 297	16 132	309 034	382 993	824 740	189 912	297 221	312 368	222 473	277 295	3 783 955	22 254	18 754	29 702	62 058	37 100	3 953 823
5 - 9 ans	502 540	167 783	202 644	160 634	17 684	333 341	405 385	811 826	209 561	334 675	338 697	247 163	290 192	4 022 125	26 423	22 837	29 783	68 211	35 454	4 204 833
10 - 14 ans	495 395	170 054	208 017	162 091	17 217	331 912	402 293	764 006	211 554	343 134	338 947	248 728	286 288	3 979 636	29 520	24 387	28 367	70 720	31 210	4 163 840
15 - 19 ans	482 493	164 964	202 326	151 275	16 554	332 324	396 723	743 743	207 193	342 010	343 347	234 648	287 485	3 905 085	28 301	24 197	24 291	66 961	24 296	4 073 131
20 - 24 ans	457 210	144 084	174 220	128 159	16 223	320 766	362 881	792 289	179 161	303 438	322 266	200 584	265 814	3 667 095	18 919	18 091	17 903	54 062	14 359	3 790 429
25 - 54 ans	3 064 317	1 032 426	1 214 643	950 184	130 559	2 145 018	2 323 296	5 124 771	1 235 503	2 177 337	2 173 363	1 399 016	1 875 115	24 845 548	149 510	141 967	101 314	344 859	77 620	25 660 818
55 - 59 ans	494 655	190 477	219 344	171 498	21 849	378 179	383 523	718 001	224 573	401 365	377 754	235 642	327 330	4 144 190	28 636	29 856	10 319	51 726	5 283	4 270 010
60 - 64 ans	467 513	189 321	214 099	170 931	21 399	359 412	363 448	618 923	221 233	405 763	373 675	230 502	314 618	3 950 837	24 772	25 557	7 894	42 897	3 665	4 055 622
65 - 74 ans	774 698	308 078	349 389	274 197	37 279	535 548	530 233	928 667	340 668	671 504	636 901	366 511	563 701	6 317 374	37 612	37 319	8 570	52 421	3 933	6 457 229
75 - 84 ans	483 294	198 928	233 794	179 974	24 507	351 910	327 201	547 889	217 818	434 758	401 526	237 612	356 034	3 995 245	20 774	23 654	3 147	27 726	1 682	4 072 228
85 ans et +	242 458	102 536	112 953	92 764	10 951	160 860	152 333	267 947	106 071	231 891	211 322	121 103	180 320	1 993 509	9 004	10 228	1 237	9 355	530	2 023 863
Ensemble	7 940 652	2 820 150	3 310 341	2 587 004	330 354	5 558 304	6 030 309	12 142 802	3 343 247	5 943 096	5 830 166	3 743 982	5 024 192	64 604 599	395 725	376 847	262 527	850 996	235 132	66 725 826
Moins de 6 ans	577 349	184 631	218 513	177 394	19 713	375 682	464 139	990 529	231 240	362 741	379 244	271 214	334 999	4 587 388	27 194	23 124	35 603	74 803	44 319	4 792 431
Enfants de 6 à 16 ans	1 093 719	374 138	455 531	355 308	38 463	734 850	890 042	1 712 373	466 239	754 815	750 870	545 998	637 232	8 809 578	63 591	53 268	63 254	154 566	70 197	9 214 454
Jeunes de 16 à 25 ans	933 171	302 661	368 207	273 081	32 747	649 946	748 894	1 558 273	377 663	633 280	659 473	424 169	546 980	7 508 545	44 496	40 567	40 296	117 495	36 352	7 787 751
Population de 26 à 64 ans	3 932 143	1 382 924	1 613 362	1 265 721	170 023	2 816 214	2 997 884	6 284 394	1 645 798	2 923 758	2 859 611	1 825 190	2 462 925	32 179 947	199 190	193 817	115 585	428 600	83 517	33 200 656
Population de 65 ans et plus	1 500 450	609 542	696 136	546 935	72 737	1 048 318	1 009 767	1 744 503	664 557	1 338 153	1 249 749	725 226	1 100 055	12 306 128	67 390	71 201	12 954	89 502	6 145	12 553 320
Population de 75 ans et plus	725 752	301 464	346 747	272 738	35 458	512 770	479 534	815 836	323 889	666 649	612 848	358 715	536 354	5 988 754	29 778	33 882	4 384	37 081	2 212	6 096 091
Population de 80 ans et plus	466 036	194 609	220 824	177 099	21 699	320 398	303 311	516 204	207 441	437 950	401 389	232 123	343 897	3 842 980	17 760	20 220	2 499	20 087	1 200	3 904 746

Source : estimations de population INSEE (résultats provisoires arrêtés fin 2016)



Sources : DREES, INSEE, CNAF, DARES, DGFIP, CNAV, CCMISA, CAF, Banque de France, Pôle emploi, ASP.

Pour en savoir plus :

Taux de pauvreté - Intensité de la pauvreté

Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). L'Insee, comme Eurostat et les autres pays européens, mesure la pauvreté monétaire de manière relative alors que d'autres pays (comme les États-Unis ou l'Australie) ont une approche absolue. Dans l'approche en termes relatifs, le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. On privilégie en Europe le seuil de 60 % du niveau de vie médian.

L'intensité de la pauvreté est un indicateur qui permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. L'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Il est calculé de la manière suivante : (seuil de pauvreté - niveau de vie médian de la population pauvre) / seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

Niveau de vie médian

Le niveau de vie médian est le revenu disponible après transferts, impôts et prestations sociales, par unité de consommation (UC), en deçà duquel se situe la moitié de la population de France métropolitaine. Le rapport inter décile (D9/D1) des niveaux de vie est le rapport entre le niveau de vie plancher des 10 % les plus aisés et le niveau de vie plafond des 10 % les plus modestes.

Ménage fiscal

Le « **ménage fiscal** » est un ménage constitué par le regroupement des foyers fiscaux répertoriés dans un même logement. Son existence, une année donnée, tient au fait que coïncident au moins une déclaration indépendante de revenus et l'occupation d'un logement connu à la Taxe d'Habitation. Les ménages constitués de personnes ne disposant pas de leur indépendance fiscale (essentiellement des étudiants) sont comptés dans les ménages où ils déclarent leurs revenus même s'ils occupent un logement indépendant.

Fichier Localisé social et fiscal (FiLoSoFi)

Les données issues de ce fichier proviennent du rapprochement :

- des données fiscales (déclarations de revenus des personnes physiques, taxe d'habitation et fichier d'imposition des personnes physiques) fournies à l'Insee par la Direction générale des finances publiques
- et des données sur les prestations sociales émanant des principaux organismes gestionnaires de ces prestations (CNAF, CNAV, MSA).

Ces données permettent de reconstituer un revenu déclaré (avant impôt) et un revenu disponible (après impôt et y compris prestations sociales et revenus financiers non déclarés) avec une estimation plus précise des prestations réellement perçues à tous les niveaux locaux : infra-communales, communales et supra-communales.

A partir des données 2012, le dispositif FiLoSoFi remplace les anciens dispositifs Revenus fiscaux localisés (RFL) et Revenus disponibles localisés (RDL).

Au niveau national, l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux (ERFS) reste la source de référence pour les indicateurs d'inégalité des niveaux de vie et de pauvreté.

Taux de chômage localisés trimestriels

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Ces taux sont calculés en moyenne trimestrielle pour les régions, les départements et les zones d'emploi de métropole selon une méthodologie synthétisant les informations de l'enquête emploi pour le niveau national (chômage au sens du BIT) et de Pôle emploi (chômage répertorié à partir des DEFM) pour la répartition géographique.

Ces taux sont cohérents avec le taux de chômage national officiel dit au sens du BIT.

Chômage au sens du Bureau International du Travail

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi (et inversement).

Demands d'emploi

- Les demandeurs d'emploi sont des personnes inscrites à Pôle emploi. Ils sont regroupés en différentes catégories :
- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- Catégorie C : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).

Le Revenu de Solidarité Active (RSA)

Le revenu de solidarité active (RSA) s'adresse depuis le 1er juin 2009 en France métropolitaine et depuis le 1er janvier 2011 dans les départements d'outre-mer (et le 1er janvier 2012 à Mayotte) à toute personne âgée d'au moins 25 ans ou assumant la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Depuis le 1er septembre 2010 en France métropolitaine et le 1er juillet 2011 dans les DOM, il a été étendu aux personnes de moins de 25 ans ayant travaillé au moins deux années au cours des trois dernières années (RSA jeune).

Le seuil du revenu garanti par le RSA est calculé en additionnant un montant forfaitaire, variable selon la composition du foyer, à une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer.

Le RSA socle est destiné aux personnes dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire. Il peut être majoré pour les parents assumant seuls la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Le RSA socle non majoré s'est substitué au revenu minimum d'insertion (RMI) et le RSA socle majoré à l'allocation de parent isolé (API).

Le RSA activité seul, qui n'est pas à proprement parler un minimum social, est versé aux foyers dont le revenu d'activité est supérieur au montant forfaitaire, mais inférieur au revenu garanti. Il peut également être majoré en cas d'isolement (aux mêmes conditions que pour le RSA socle). Le RSA activité est remplacé par la prime d'activité à partir du 1er janvier 2016.

Prime d'activité

La prime d'activité est entrée en vigueur le 1er janvier 2016. C'est un complément de revenu qui sera versé chaque mois, à partir du 5 février 2016, sous conditions de ressources, aux travailleurs modestes. Elle remplace la prime pour l'emploi (PPE) et la partie « activité » du revenu de solidarité active (RSA). 5,6 millions de Français pourront en bénéficier.

Contrat unique d'insertion - contrat initiative emploi - contrat d'accompagnement dans l'emploi

Depuis le 1er janvier 2010, en France métropolitaine, est entré en vigueur le nouveau contrat unique d'insertion (CUI) créé par la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008. Ce contrat est entré en vigueur dans les Dom à partir du 1er janvier 2011.

Le contrat unique d'insertion prend la forme, dans un cadre rénové, du contrat initiative emploi (CUI-CIE) dans le secteur marchand et du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) dans le secteur non marchand. Il a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.



Les allocations du minimum vieillesse (ASV et ASPA)

L'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) a été créée en 1956 et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) est entrée en vigueur en 2007 à la suite de la réforme du minimum vieillesse. L'ASV continue d'être versée aux personnes qui en bénéficiaient avant cette réforme. Ces allocations sont destinées aux personnes âgées d'au moins 65 ans (ou ayant atteint l'âge minimum de départ à la retraite en cas d'inaptitude au travail) qui disposent de ressources inférieures au seuil du minimum vieillesse. Elles sont versées par les caisses de retraite ou par le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées et financées par le Fonds de solidarité vieillesse.

L'allocation de solidarité spécifique (ASS)

Instituée en 1984, c'est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage ou aux demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus, et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

La Couverture Maladie Universelle Complémentaire

La Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMUC) est une protection complémentaire santé gratuite accordée aux personnes remplissant certaines conditions de résidence et de ressources.

Elle prend en charge le ticket modérateur (part restant habituellement à la charge du patient) et le forfait journalier en cas d'hospitalisation. Elle garantit l'application des tarifs opposables par les médecins conventionnés ; de plus, les dépassements de tarifs pour les lunettes, les prothèses auditives et les appareils dentaires sont également pris en charge dans la limite d'un certain montant. Enfin, elle permet la dispense d'avance de frais lors des consultations chez le médecin, à la pharmacie, pour les médicaments sur prescription, au laboratoire, etc.

Aide complémentaire :

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/minima-sociaux-et-prestations-sociales-menages-aux-revenus-modestes-et-11747> ▶

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/minima-sociaux/les-minima-sociaux/article/definitions-et-baremes-relatifs-aux-minimas-sociaux> ▶

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/minima-sociaux> ▶

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/redistribution-les-effets-des-prestations-sociales-sur-le-niveau-de-vie-des> ▶

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/80-des-beneficiaires-du-rsa-soumis-aux-droits-et-devoirs-sont-orientes-vers-un> ▶



Pauvreté - Précarité - Exclusion

Revenus et inégalités de revenus (année 2014)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Niveau de vie médian des ménages (en euros) (1)	20 944	20 089	20 470	20 338	18 927	20 418	18 812	22 522	19 900	19 992	19 457	20 150	19 893	20 369	nd	16 074	nd	13 828	nd	nd
Disparités des revenus des ménages (rapport inter décile D9/D1 du niveau de vie) (1)	3,4	3,1	2,9	3,1	3,7	3,4	3,3	4,5	3,1	3,2	3,5	2,8	3,7	3,5	nd	4,4	nd	4,8	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire (seuil de pauvreté à 60%) (1)	12,7	13,1	10,8	12,9	20,3	14,2	18,3	15,6	13,6	13,6	17,2	11,1	17,5	14,7	nd	32,1	nd	41,8	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de moins de 30 ans (1)	19,9	21,5	20,0	21,7	27,2	24,8	29,8	19,3	22,9	23,3	27,2	18,2	25,2	22,8	nd	51,5	nd	55,9	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de 75 ans ou plus (1)	7,9	7,8	7,7	6,9	18,4	6,9	8,9	7,3	7,0	10,1	11,9	7,1	10,5	8,6	nd	32,8	nd	42,1	nd	nd
Intensité de la pauvreté monétaire (1)	20,3	19,3	19,0	20,2	22,0	20,5	19,9	23,6	19,6	20,0	21,6	18,6	22,7	21,0	nd	24,5	nd	26,8	nd	nd
Part des ménages bénéficiaires dont les minima sociaux représentent plus de 75 % des revenus au 31/12/2013 (2)	19,9	22,0	19,7	21,7	25,9	24,5	27,8	24,9	23,0	23,9	27,8	18,6	28,3	24,1	55,9	53,2	59,0	50,7	50,1	nd
Part des ménages bénéficiaires dont les minima sociaux représentent plus de 50 % des revenus au 31/12/2013 (2)	27,1	29,3	26,4	28,7	33,4	32,2	35,8	32,2	30,4	31,4	35,8	24,9	36,2	31,5	62,7	61,0	66,3	59,5	52,1	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

Sources : DREES ; INSEE, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) ; DGFIP ; CNAF ; CNAV ; CCMSA ; CAF, données au 31/12/2014

Pauvreté - Précarité - Exclusion

Revenus et inégalités de revenus (année 2014)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Nombre total de ménages fiscaux	3 295 160	1 218 290	1 418 370	1 104 087	122 411	2 309 488	2 401 856	4 846 044	1 401 679	2 575 240	2 483 123	1 551 029	2 197 474	26 924 251	nd	148 503	nd	294 830	nd	nd
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	58,9	57,3	56,6	58,5	52,1	56,3	52,0	68,4	56,0	55,1	52,8	56,1	57,1	58,1	nd	39,7	nd	33,7	nd	nd
Revenu salarial annuel moyen par sexe et PCS dans le secteur privé (1)	21 640	19 840	19 850	21 070	18 260	20 590	20 750	28 640	20 920	20 020	20 320	20 310	20 800	22 460	20 790	20 650	21 060	19 170	nd	22 420
Femmes	17 800	16 440	16 620	17 880	15 770	16 960	17 180	24 580	17 330	17 030	16 960	16 810	17 380	18 890	19 180	18 940	19 380	17 650	nd	18 890
Hommes	24 570	22 410	22 390	23 520	20 240	23 350	23 140	31 840	23 520	22 400	22 990	23 000	23 590	25 210	22 230	22 210	22 080	20 160	nd	25 140
Cadres (y c les chefs d'entreprise salariés)	41 910	39 650	39 540	41 150	36 920	40 630	40 370	50 450	41 420	40 140	39 860	39 890	41 480	44 620	45 970	45 570	46 900	43 460	nd	44 620
Professions intermédiaires	24 090	23 570	23 160	24 450	25 100	24 130	23 230	26 660	24 740	23 410	23 070	23 150	23 900	24 420	25 430	24 900	27 170	23 790	nd	24 430
Employés	15 050	14 620	14 540	15 480	13 990	14 860	14 790	17 070	15 080	14 770	14 290	14 880	14 630	15 310	16 550	16 170	15 600	15 370	nd	15 320
Ouvriers	17 490	17 090	16 680	17 370	15 780	17 690	17 020	18 350	18 080	16 770	16 200	17 230	16 650	17 350	15 970	16 470	15 160	15 600	nd	17 330

(1) Salariés au lieu de résidence, du secteur privé et des entreprises publiques, y compris les bénéficiaires de contrats aidés. Sont exclus les apprentis, les stagiaires, les salariés agricoles et les salariés des particuliers employeurs.

Sources : DREES ; Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi)



Pauvreté - Précarité - Exclusion

Inclusion bancaire (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Nombre de dossiers de surendettement déposés et part des dossiers jugés recevables																				
Dossiers de surendettement déposés																				
2 008	19 295	9 347	8 069	8 040	550	17 567	25 683	30 603	13 245	17 583	14 060	8 983	15 460	188 485	349	350	217	757	4	190 162
2 014	25 408	11 837	10 435	10 573	692	20 740	31 930	32 691	15 815	21 880	18 220	12 388	18 355	230 964	305	539	194	1 301	11	233 314
2 015	24 110	10 912	10 059	10 198	744	19 100	29 441	29 541	15 221	21 048	17 575	11 484	17 907	217 340	315	521	206	1 187	9	219 578
Dossiers de surendettement jugés recevables																				
2 008	17 721	8 110	7 250	6 716	442	15 407	21 740	25 313	11 589	14 432	11 983	7 884	12 446	161 033	291	248	172	555	1	162 300
2 014	23 079	10 455	9 666	9 622	589	18 692	28 517	27 981	14 541	19 331	16 436	10 933	15 974	205 816	249	426	189	1 004	9	207 693
2 015	21 857	10 480	9 272	9 519	632	17 480	26 430	26 485	13 854	19 681	15 969	10 485	15 715	197 859	290	515	195	954	3	199 816
Part des dossiers de surendettement jugés recevables																				
2 008	91,8	86,8	89,9	83,5	80,4	87,7	84,6	82,7	87,5	82,1	85,2	87,8	80,5	85,4	83,4	70,9	79,3	73,3	25,0	85,3
2 014	90,8	88,3	92,6	91,0	85,1	90,1	89,3	85,6	91,9	88,4	90,2	88,3	87,0	89,1	81,6	79,0	97,4	77,2	81,8	89,0
2 015	90,7	96,0	92,2	93,3	84,9	91,5	89,8	89,7	91,0	93,5	90,9	91,3	87,8	91,0	92,1	98,8	94,7	80,4	33,3	91,0

(1) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

Source : Banque de France

Pauvreté - Précarité - Exclusion

Chômage

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Données septembre 2017																				
Nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (1)	652,7	219,3	271,3	221,0	19,9	471,1	602,5	995,4	295,9	513,9	576,8	324,3	494,9	5659,0	66,2	54,0	25,8	163,6	nd	5968,6
Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (1)	388,7	123,5	146,6	125,7	15,0	284,1	381,0	677,4	171,2	289,2	357,5	167,0	320,4	3447,3	57,5	44,4	23,2	137,1	nd	3709,5
Nombre de demandeurs d'emploi longue durée (Catégories A, B, C) (1)	271,8	98,3	121,6	103,8	7,0	217,1	285,2	426,2	137,0	229,5	261,7	148,7	214,3	2522,2	37,6	27,0	8,6	89,6	nd	2685,0
Proportion en % des femmes parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	52,4	52,6	53,7	52,4	54,0	50,4	49,7	50,0	52,2	53,9	52,0	54,6	51,0	51,7	57,6	58,3	57,8	51,8	nd	51,8
Proportion en % des moins de 25 ans parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	14,1	14,9	15,1	15,3	13,0	14,2	16,6	10,0	16,8	14,0	13,7	16,2	12,6	13,9	11,6	11,1	15,1	13,6	nd	13,8
Proportion en % des 50 ans et plus parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	23,7	25,7	23,7	24,5	28,0	25,0	22,1	25,6	23,5	25,1	25,2	22,9	26,2	24,5	30,4	32,4	22,1	25,4	nd	24,7
Taux de chômage localisé (4ème trimestre 2016) en % (2)	8,6	8,8	8,5	9,4	10,5	9,8	12,1	8,6	10,0	9,4	11,7	8,4	11,4	9,7	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Données 2013-2014																				
Nombre de demandeurs d'emploi en Zus (3)																				
Catégorie A tous âges																				
Décembre 2013	34 600	14 900	8 500	12 800	300	39 300	55 500	100 400	18 100	20 400	22 900	15 600	40 100	383 400	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Décembre 2014	36 300	15 200	8 900	13 200	300	40 600	56 600	105 800	18 500	21 700	24 100	16 600	42 100	399 900	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Catégorie A, B, C tous âges																				
Décembre 2013	48 900	20 600	11 800	17 400	400	51 900	74 000	134 600	24 800	29 000	29 600	22 500	51 700	517 200	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Décembre 2014	51 300	21 400	12 400	18 300	400	54 100	76 400	143 000	25 400	31 100	31 300	23 900	54 300	543 300	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Nombre de demandeurs d'emploi de longue durée en Zus en 2012 (3)																				
Demandeurs d'emploi dans les ZUS (catégorie A, B ou C)	48 605	20 444	11 102	16 528	1 680	50 030	73 341	127 224	23 936	28 198	28 349	20 256	49 656	499 349	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Demandeurs d'emploi de longue durée dans les ZUS (catégorie A, B ou C)	19 148	8 189	4 206	6 037	436	19 710	32 545	48 272	9 921	11 129	10 668	7 763	19 476	197 500	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Part des demandeurs d'emploi de longue durée parmi les demandeurs d'emploi au sein des ZUS (en %)	39	40	38	37	26	39	44	38	41	40	38	38	39	40	nd	nd	nd	nd	nd	nd

(1) Données exprimées en milliers

(2) Indicateurs sociaux départementaux

(3) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

Sources : DREES ; INSEE ; Pôle emploi ; DARES, Statistiques du marché du travail (champ : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi) ; ASP, traitement DARES

Pauvreté - Précarité - Exclusion

RSA et Minima sociaux

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 31.12.2016	155 226	58 545	57 877	57 284	6 199	146 678	223 387	321 416	83 727	142 315	185 806	67 522	155 092	1 661 074	42 054	36 183	19 960	93 837	5 370	1 858 478
Dont :																				
RSA majoré (1)	17 694	6 898	6 799	7 284	591	17 049	29 134	32 154	10 687	16 182	20 750	8 716	17 600	191 538	5 263	4 539	4 539	15 619	0	221 498
RSA non majoré (1)	137 385	51 584	51 033	49 931	5 605	129 539	194 158	289 098	72 974	125 964	164 870	58 730	137 395	1 468 266	36 786	31 639	15 419	78 199	5 370	1 635 679
RSA jeune	147	63	45	69	3	90	95	164	66	169	186	76	97	1 270	5	5	2	19	0	1 301
Taux de population couverte par le RSA en % (2) (4)	4,0	4,3	3,3	4,7	3,3	5,5	8,1	5,1	5,1	4,8	6,3	3,7	6,3	5,2	22,0	17,6	25,2	25,8	6,9	5,7
Allocataires de la prime d'activité au 31.12.2016	286 703	105 110	120 182	97 535	10 252	217 378	279 752	358 253	132 903	248 626	270 472	142 882	206 437	2 476 485	17 341	23 013	6 301	58 238	848	2 582 226
Dont :																				
Prime d'activité majorée	17 509	6 866	7 843	6 932	709	13 165	16 271	26 205	9 430	15 809	16 191	9 129	13 756	159 815	1 677	1 953	1 158	4 429	0	169 032
Prime d'activité non majorée	269 194	98 244	112 339	90 603	9 543	204 213	263 481	332 048	123 473	232 817	254 281	133 753	192 681	2 316 670	15 664	21 060	5 143	53 809	848	2 413 194
Allocataires de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) au 31.12.2015 (3)	44 200	17 860	18 590	17 490	1 790	43 910	52 830	74 250	24 510	37 470	48 260	19 700	36 520	437 380	7 760	7 330	1 160	18 640	40	472 700
Allocataires de l'ASS pour 100 personnes de 15 à 64 ans (4)	0,9	1,0	0,9	1,1	0,9	1,2	1,4	0,9	1,2	1,0	1,3	0,9	1,2	1,1	3,1	3,1	0,7	3,3	0,0	1,1
Allocataires de l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) et de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) au 31.12.2015	51 630	18 360	20 160	14 870	8 720	31 650	38 730	79 050	19 490	49 570	62 500	19 870	68 780	483 380	20 867	15 671	3 450	24 482	nd	547 850
Allocataires de l'ASV et de l'ASPA pour 100 personnes de 60 ans et plus	2,6	2,3	2,2	2,1	9,3	2,2	2,8	3,3	2,2	2,8	3,8	2,1	4,9	3,0	22,6	16,2	16,5	18,5	nd	3,3
Bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire (CMUC) en 2016																				
Bénéficiaires de la CMU complémentaire	466 881	176 494	152 774	177 769	17 747	406 461	650 695	905 445	245 966	395 872	528 741	207 126	443 836	4 775 807	112 396	91 244	92 740	310 816	nd	5 383 003
Bénéficiaires de la CMUC en % de la population totale (4)	5,9	6,3	4,6	6,9	5,4	7,3	10,8	7,5	7,4	6,7	9,1	5,5	8,8	7,4	28,4	24,2	35,3	36,5	nd	8,1

(1) Hors RSA jeune

(2) Population couverte par le RSA : l'allocataire, le conjoint et les personnes à charge

(3) Données semi-définitives

(4) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES ; CNAM ; CCMSA ; CNAF ; INSEE ; Pôle emploi ; RSI ; Fonds CMU



Immigration - Intégration

Immigration et origines en 2014

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Nombre de personnes immigrées	713 105	184 321	104 105	167 752	33 140	475 391	307 525	2 249 930	133 625	343 340	487 223	130 827	518 037	5 848 321	nd	9 420	nd	nd	nd	nd
Pays de naissance des immigrés																				
Portugal	82 545	26 547	7 225	32 454	8 130	35 555	26 566	243 766	11 190	59 736	44 973	10 112	26 331	615 130	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Italie	59 883	12 080	1 961	3 515	4 051	44 412	14 370	55 892	2 916	9 596	22 652	2 483	52 379	286 190	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Espagne	31 427	6 360	2 280	6 307	700	12 300	7 010	46 627	3 016	33 377	69 414	2 857	24 730	246 405	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Autres pays de l'UE (à 27)	69 161	18 607	26 390	14 484	3 857	92 538	48 135	179 227	20 339	76 316	81 423	21 243	67 606	719 326	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Autres pays d'Europe	63 221	18 432	5 925	6 542	680	39 534	7 522	79 857	4 805	12 005	16 645	7 334	22 854	285 356	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Algérie	117 289	22 502	5 276	14 933	1 395	57 780	57 098	301 711	19 072	21 952	55 522	11 004	88 203	773 737	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Maroc	63 084	27 802	9 003	27 069	10 453	51 517	57 030	236 974	16 291	42 500	92 370	14 964	72 906	721 963	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Tunisie	39 300	5 214	2 232	4 006	2 043	8 921	7 634	115 204	4 412	5 297	10 557	5 309	55 423	265 552	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Autres pays d'Afrique	60 998	14 923	18 147	28 045	677	36 798	39 277	463 143	26 635	36 246	35 763	28 187	44 195	833 034	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Turquie	46 040	14 908	5 907	11 017	13	50 611	9 667	69 725	8 120	8 855	7 913	5 747	11 071	249 594	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Autres pays	80 157	16 946	19 759	19 380	1 141	45 425	33 216	457 804	16 829	37 460	49 991	21 587	52 339	852 034	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Part des femmes dans la population immigrée en %	51,6	51,3	50,4	50,6	45,5	51,4	48,8	51,5	49,4	51,7	51,9	50,0	51,5	51,2	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Sources : INSEE, RP 2014 exploitation principale, RP 2014 exploitation complémentaire pour les DOM

Immigration - Intégration

Activité et chômage de la population immigrée et étrangère en 2014 (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Activité de la population âgée de 15 ans et plus																				
Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi	3 283 919	1 133 467	1 313 505	1 039 686	127 864	2 264 424	2 273 869	5 401 117	1 325 688	2 338 493	2 210 884	1 524 340	1 906 152	26 143 408	128 236	131 663	64 787	252 023	nd	26 720 117
Immigrés	295 489	68 988	42 611	69 451	15 010	184 823	110 034	1 168 930	51 252	134 387	176 304	52 883	188 516	2 558 679	5 402	3 313	18 201	5 660	nd	2 591 255
Non immigrés	2 988 429	1 064 479	1 270 894	970 235	112 855	2 079 601	2 163 835	4 232 186	1 274 436	2 204 106	2 034 581	1 471 457	1 717 636	23 584 730	122 833	128 350	46 586	246 363	nd	24 128 862
Français	3 113 199	1 096 855	1 287 659	1 001 242	115 977	2 157 114	2 211 405	4 726 283	1 298 204	2 254 317	2 113 737	1 494 784	1 798 803	24 669 578	124 594	129 672	51 499	249 930	nd	25 225 273
Étrangers	170 720	36 612	25 845	38 444	11 888	107 310	62 464	674 833	27 484	84 176	97 148	29 556	107 349	1 473 830	3 642	1 991	13 289	2 092	nd	1 494 844
Taux de chômage de la population âgée de 15 ans et plus (1)	11,9	12,6	11,7	12,7	13,0	14,0	16,8	12,5	13,6	13,1	15,1	11,8	14,8	13,4	29,0	25,8	33,8	35,6	nd	13,9
Immigrés	21,9	24,4	25,6	25,4	18,9	24,1	27,4	18,9	28,2	23,7	26,4	30,5	25,8	22,3	51,5	41,3	49,0	47,0	nd	22,8
Non immigrés	10,8	11,7	11,2	11,7	12,1	12,9	16,2	10,6	12,9	12,3	14,0	10,9	13,4	12,3	27,6	25,3	25,1	35,3	nd	12,8
Français	11,1	12,0	11,3	12,0	12,2	13,2	16,4	11,2	13,1	12,5	14,3	11,2	13,9	12,6	27,6	25,4	24,8	35,4	nd	13,1
Étrangers	24,3	28,5	28,3	28,9	19,6	26,3	30,7	20,9	32,7	25,9	29,5	34,9	28,0	24,7	57,7	46,3	54,8	53,7	nd	25,4

(1) au sens du recensement de la population

Sources : INSEE, RP 2014

Sources : INSEE, DREES, DGCS, CNAF, MSA, FSV.

Pour en savoir plus :

L'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)

Instituée en 1975, elle s'adresse aux personnes handicapées âgées de plus de 20 ans ne pouvant prétendre ni à un avantage vieillesse ni à une pension d'invalidité ni à une rente d'accident du travail. Le titulaire doit justifier d'un taux d'incapacité d'au moins 80%, ou d'au moins 50% si la CDAPH (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) reconnaît qu'il lui est impossible de travailler en raison de son handicap.

La prestation de compensation du handicap (PCH)

La prestation de compensation du handicap (PCH) a été introduite en 2006 et a vocation à se substituer à l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP). Désormais, l'aide est octroyée en fonction des limitations fonctionnelles. L'article D.245-4 du CASF dispose : « A le droit, ou ouvre le droit à la prestation de compensation [...], la personne qui présente une difficulté absolue pour la réalisation d'une activité ou une difficulté grave pour la réalisation d'au moins deux activités telles que définies dans le référentiel figurant à l'annexe 2-5 [du code] ». Il s'agit d'une aide en nature, permettant de financer un ou plusieurs types de prises en charge : aides humaines, aides techniques, aménagements du logement et du véhicule, charges spécifiques ou exceptionnelles, aides animalières. Depuis 2008, la PCH est ouverte aux personnes de moins de 20 ans et elle peut se substituer au complément de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH).

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)

Mise en place en 2002, l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) est versée par les conseils départementaux aux personnes âgées de 60 ans ou plus qui sont évaluées comme dépendantes d'après la grille AGGIR (autonomie gérontologique groupes iso-ressources), qu'elles vivent à leur domicile ou qu'elles résident en établissement. Cette prestation permet de financer en partie les différentes aides (humaines et techniques) auxquelles ces personnes ont recours pour compenser leurs difficultés dans la réalisation des actes de la vie quotidienne.

La grille AGGIR permet une évaluation de la perte d'autonomie de la personne en repérant ce qu'elle fait et ce qu'elle ne fait pas seule. 'Seule' signifie que l'on exclut ce que font les aidants et les soignants ; en revanche, les aides matérielles et techniques (comme les lunettes, prothèses, fauteuil roulant, poche de colostomie...) sont prises en compte. Elle distingue six niveaux de GIR (Groupes iso-ressources) permettant de classer les personnes en fonction des différents stades de perte d'autonomie.

Aide complémentaire :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/handicap-et-dependance/article/les-enquetes-sur-l-allocation-personnalisee-d-autonomie-apa>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/handicap-et-dependance/article/les-enquetes-sur-la-prestation-de-compensation-du-handicap-pch-et-l-allocation>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/handicap-et-dependance/le-handicap-et-la-dependance/article/donnees-concernant-la-prestation-de-compensation-du-handicap-pch-et-de-l>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/minima-sociaux-et-prestations-sociales-menages-aux-revenus-modestes-et-11747>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/l-aide-et-l-action-sociales-en-france-edition-2017>



Handicap - Dépendance

Allocataires AAH - APA - PCH - ACTP - Personnes prises en charge par des mandataires

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière	
Adultes allocataires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) au 31.12.2016	118 643	52 497	60 142	40 614	6 963	88 526	114 162	138 810	63 629	110 893	118 203	53 775	85 840	1 052 697	9 030	8 109	2 005	17 949	496	1 090 286	
Part des allocataires AAH dans la population des 20 ans à 64 ans en % (1)	2,6	3,4	3,3	2,9	3,7	2,8	3,3	1,9	3,4	3,4	3,6	2,6	3,1	2,9	4,1	3,8	1,5	3,6	0,5	2,9	
Nombre de bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) au 31.12.2015	165 108	66 232	69 479	51 381	9 407	103 134	113 294	132 216	68 849	141 442	148 576	65 500	98 374	1 232 992	7 737	9 162	813	14 332	nd	1 265 036	
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 75 ans et + (1)	22,7	22,0	20,0	18,8	26,5	20,1	23,6	16,2	21,3	21,2	24,2	18,3	18,3	20,5	26,0	27,0	18,5	38,7	nd	38,7	
Bénéficiaires de l'APA à domicile pour 100 personnes de 75 ans et + (1)	13,2	12,6	9,1	9,8	23,1	11,3	15,1	9,9	12,9	12,4	15,8	7,4	11,2	11,9	23,6	22,8	13,7	35,5	nd	35,5	
Prestation de Compensation du Handicap (PCH) & Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP)																					
Nombre d'allocataires PCH + ACTP au 31.12.2015 (2)	42 845	18 065	16 936	12 833	3 026	30 132	36 187	45 290	16 322	29 814	31 994	19 012	23 494	325 950	2 919	2 527	716	5 372	nd	337 484	
Nombre d'allocataires PCH + ACTP / 1 000 personnes sur la population générale (1)	5,4	6,4	5,1	5,1	9,2	5,4	6,0	3,9	4,9	5,0	5,5	5,1	4,7	5,1	7,4	6,7	2,7	6,3	nd	5,1	
Nombre de personnes prises en charge par des mandataires individuels au 31.12.2016	6 110	3 507	1 650	2 385	411	6 671	2 393	14 012	2 666	9 906	11 815	3 750	6 415	71 691	152	216	0	150	0	72 209	
Nombre de personnes prises en charge par des services mandataires au 31.12.2016	43 260	19 243	24 544	17 958	522	28 934	43 931	32 320	27 455	46 567	30 807	21 472	20 494	357 507	1 497	1 000	400	3 574	89	363 978	
Nombre total de personnes prises en charge par des mandataires individuels et des services mandataires au 31.12.2016	49 370	22 750	26 194	20 343	933	35 605	46 324	46 332	30 121	56 473	42 622	25 222	26 909	429 198	1 649	1 216	400	3 724	89	436 187	

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Départements 19, 15, 18, 95, 46, 66, 05, 84 et total France métropolitaine estimés

Sources : DREES, enquête aide sociale, ISD, enquêtes DREES auprès de la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), du régime social des indépendants (RSI), de la MSA, de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM), de la société nationale des chemins de fer (SNCF), de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes (CAVIMAC) pour la France métropolitaine ; estimation DREES, CNAV pour les DOM ; INSEE, estimations de population

Sources : DREES, INSEE, CGET, CNAF, DARES.

Pour en savoir plus :

L'aide sociale départementale

Les compétences des départements en matière d'aide sociale recouvrent l'aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées, à l'enfance et à l'insertion.

- L'aide sociale aux personnes âgées comprend : les dépenses relatives à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), à l'aide à domicile (aides ménagères...), ainsi que les dépenses liées aux prises en charge en hébergement ;
- L'aide sociale aux personnes handicapées recouvre les dépenses de prestation de compensation du handicap (PCH), d'aides à domicile (aides ménagères ou auxiliaires de vie...), ainsi que les aides à l'hébergement (accueil en établissements, accueil de jour et accueil familial) ;
- L'aide sociale à l'enfance tient compte des dépenses pour les enfants placés, y compris les frais inhérents à ce placement, et également des mesures d'aide éducative ;
- L'insertion comprend le versement du RSA ainsi que l'accompagnement des bénéficiaires de cette allocation et des contrats aidés (CUI-CIE et CUI-CAE).

La politique de la ville

La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle se déploie sur des territoires infra-urbains appelés « quartiers prioritaires de la politique de la ville », caractérisés par un écart de développement économique et social important avec le reste des agglomérations dans lesquelles ils sont situés.

Aide complémentaire :

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/faible-hausse-des-depenses-d-aide-sociale-departementale-en-2016>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/en-2016-les-departements-ont-attribue-4-2-millions-de-prestations-d-aide>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/l-aide-et-l-action-sociales-en-france-edition-2017>



Cohésion sociale

Politique de la ville en 2013 (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Nombre de quartiers prioritaires	140	58	32	52	5	116	199	272	62	81	105	46	128	1 296	16	7	32	49	36	1 436
Population légale en quartier prioritaire	411 430	149 803	89 040	157 066	14 277	397 680	667 970	1 546 031	194 425	209 287	358 011	149 835	511 191	4 856 046	58 918	27 316	104 402	163 527	143 581	5 353 790
Population légale des communes	7 757 595	2 819 783	3 258 707	2 570 548	320 208	5 552 388	5 987 883	11 959 807	3 328 364	5 844 177	5 683 878	3 660 852	4 953 675	63 697 865	402 119	385 551	244 118	835 103	212 600	65 777 356
Part de la population résidant dans un quartier prioritaire en %	5,3	5,3	2,7	6,1	4,5	7,2	11,2	12,9	5,8	3,6	6,3	4,1	10,3	7,6	14,7	7,1	42,8	19,6	67,5	8,1

(1) Mayotte : population issue du RP 2012

Sources : INSEE, RP 2013 exploitation principale, RP 2013 exploitation complémentaire pour les DOM, CGET



Cohésion sociale

Bénéficiaires de l'Aide Sociale Départementale au 31 décembre 2016 (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Aide Sociale aux Personnes Agées (1)	185 273	74 233	80 235	53 972	11 103	112 263	131 082	155 710	76 007	154 227	162 986	76 293	113 180	1 386 564	9 732	11 606	1 270	18 449	nd	1 427 621
Dont Aide à domicile	99 099	39 035	35 914	25 601	8 246	58 423	75 705	84 286	41 932	84 043	99 000	28 566	63 387	743 237	7 862	8 256	810	16 069	nd	776 234
Dont Accueil en établissement	14 532	5 896	4 905	3 684	1 671	8 608	12 790	18 266	7 096	10 197	10 512	7 258	11 715	117 130	930	1 669	241	1 007	nd	120 977
Aide Sociale aux Personnes Handicapées (2)	66 569	25 674	28 775	20 758	3 753	45 190	51 802	73 624	26 370	48 195	48 270	29 303	35 642	503 925	3 508	2 910	827	8 161	nd	519 331
Dont Aide à domicile	45 640	17 162	19 745	13 792	3 284	31 556	36 875	47 466	17 363	31 905	35 538	20 083	26 247	346 656	3 039	2 686	760	6 401	nd	359 542
Dont Accueil en établissement	16 542	6 648	7 503	5 873	357	10 326	10 864	18 710	5 888	13 299	10 923	7 172	6 987	121 092	83	198	13	863	nd	122 249
Aide Sociale à l'Enfance (Nombre d'enfants accueillis)	16 268	7 911	8 820	6 057	390	15 357	23 872	25 360	10 889	16 045	14 520	8 025	8 995	162 509	1 198	1 428	1 028	2 572	nd	168 735
Dont Enfants confiés à l'ASE	14 571	7 323	8 272	5 635	332	13 863	21 843	23 494	10 101	14 049	13 277	7 222	7 911	147 893	950	1 210	781	2 092	nd	152 926
Dont Placements directs	1 697	588	548	422	58	1 494	2 029	1 866	788	1 996	1 243	803	1 084	14 616	248	218	247	480	nd	15 809
Total des bénéficiaires de l'aide sociale (hors aide sociale au titre de l'insertion)	268 110	107 818	117 830	80 787	15 246	172 810	206 756	254 694	113 266	218 467	225 776	113 621	157 817	2 052 998	14 438	15 944	3 125	29 182	nd	2 115 687

(1) Totalise des mesures d'aide et non des individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide.

(2) En «droits ouverts». Il s'agit d'un nombre de mesures d'aide sociale et non d'individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide.

Note : Les aides à domicile regroupent l'ACTP à domicile, la PCH et les aides ménagères. Les aides à l'accueil regroupent l'ACTP en établissement, l'ASH, l'accueil par des particuliers et l'accueil de jour.

Sources : DREES, enquête Aide sociale 2016

Cohésion sociale

Dépenses de l'Aide Sociale Départementale (en milliers d'euros) au 31 décembre 2015

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes âgées (1)	986 737	386 605	397 856	307 205	65 046	605 985	745 828	1 141 795	447 260	850 357	906 365	394 959	668 064	7 904 062	80 146	81 549	14 571	128 198	nd	8 208 526
Dépenses brutes totales d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (1) (2)	712 204	272 923	323 379	226 227	44 051	448 135	520 834	616 343	290 108	629 451	655 799	277 110	423 882	5 440 446	42 781	43 431	6 555	88 800	nd	5 622 013
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes handicapées (3) (4)	1 011 800	371 381	403 961	330 157	35 208	593 096	774 717	1 318 736	381 427	767 988	758 520	440 306	557 282	7 563 577	30 923	25 625	8 040	95 617	nd	7 723 782
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux familles et à l'Enfance (4)	778 968	323 984	348 814	277 933	16 328	633 917	907 212	1 685 454	415 765	645 613	613 770	375 752	469 468	7 492 978	65 980	54 054	33 346	94 487	nd	7 740 845
Dépenses totales brutes liées au RSA, RMI, CUI, CI-RMA, contrats d'avenir (1)	934 222	361 971	354 194	353 093	41 075	896 309	1 333 370	1 960 349	506 482	861 596	1 149 675	433 139	1 023 792	10 209 267	272 665	217 661	139 862	628 369	nd	11 467 824
Autres dépenses de l'aide sociale - Total brut (1) (5)	362 856	157 593	148 817	107 056	10 686	249 847	349 126	638 029	148 457	280 653	375 585	159 124	295 601	3 283 430	6 897	20 797	9 824	52 818	nd	3 373 766
Dépenses totales nettes d'aide sociale, y compris les frais communs et les dépenses de personnel (1) (6)	3 798 301	1 464 767	1 607 185	1 258 929	152 423	2 795 082	3 975 219	6 247 661	1 756 400	3 158 598	3 541 234	1 687 807	2 830 778	34 274 384	448 844	378 170	193 535	992 077	nd	36 287 010

(1) Départements 45, 34, 72, 972, régions concernées et total France métropolitaine estimés

(2) Les dépenses totales brutes d'APA comprennent les dépenses brutes d'APA à domicile et en établissement ainsi que d'autres dépenses d'APA.

(3) Les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes handicapées.

(4) Départements 45, 72, 972, régions concernées et total France métropolitaine estimés

(5) Services communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel.

(6) Les dépenses nettes sont les dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA et de la TICPE.

Sources : DREES, Enquêtes aide sociale ; Cnaf-CCMSA-Dares

Sources : DREES, FINESS, ARS.

Pour en savoir plus :

FINESS

Le répertoire FINESS (Fichier national des établissements sanitaires et sociaux) donne accès à une sélection d'informations sur les établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux et sur les établissements de formation aux professionnels de ces secteurs, actualisée au quotidien en fonction des modifications effectuées au niveau territorial (ARS, DR(D) JSCS). Il constitue la référence en matière d'inventaire de ces structures et des équipements soumis à autorisation préalable en application des dispositions du code de la santé publique ou du code de l'action sociale et des familles.

EHPAD

Un EHPAD est un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes dédié à l'accueil des personnes âgées de plus de 60 ans en situation de perte d'autonomie physique et/ou psychique et qui ne peuvent plus être maintenues à domicile. C'est une structure médicalisée qui accueille en chambre individuelle ou collective et qui offre, en plus de l'aide à la vie quotidienne (lever, coucher, toilette, repas ...) et des soins médicaux personnalisés, les services tels que la restauration, la blanchisserie, les animations...

Le statut de l'EHPAD peut être public, privé à but lucratif ou privé associatif.

RESIDENCE AUTONOMIE

Les résidences autonomie sont des ensembles de logements pour les personnes âgées associés à des services collectifs, souvent construites à proximité des commerces, des transports et des services. Elles sont majoritairement gérées par des structures publiques ou à but non lucratif

USLD

Les unités de soins de longue durée dépendent des centres hospitaliers. Les USLD sont spécifiquement réservées aux personnes fortement dépendantes dont l'état de santé demande une surveillance médicale constante, des soins permanents et un suivi médical spécifique.

SSIAD

Les SSIAD (services de soins infirmiers à domicile) interviennent à domicile pour dispenser des soins aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Ils contribuent au maintien des personnes à leur domicile. Leurs interventions sont prises en charge par l'Assurance maladie. Elles se font sur prescription médicale.

SPASAD

Les SPASAD (services polyvalents d'aide et de soins à domicile) sont des services assurant à la fois les missions d'un SSIAD (service de soins infirmiers à domicile) et celles d'un service d'aide à domicile. Ils proposent à la fois des soins infirmiers et des aides à domicile.

MAS

Les Maisons d'Accueil Spécialisées reçoivent des personnes adultes qu'un handicap intellectuel, moteur ou somatique grave, ou une association de handicaps intellectuels, moteurs ou sensoriels rendent incapables de se suffire à elles-mêmes dans les actes essentiels de l'existence et tributaires d'une surveillance médicale ainsi que de soins constants. La prise en charge de cet établissement se fait par la sécurité sociale.

FAM

Le Foyer d'Accueil Médicalisé est destiné à recevoir des personnes adultes handicapées physiques, mentales ou atteintes de handicaps associés, dont la dépendance totale ou partielle les rend inaptes à toute activité professionnelle et rend nécessaire l'assistance d'une tierce personne.

Ils assurent l'hébergement, la surveillance paramédicale, un suivi médical constant, et souvent une rééducation d'entretien et une animation.

Cet établissement est soumis à la double tarification (sécurité sociale et conseil départemental).

FOYER DE VIE

Le foyer de vie (ou foyer occupationnel) est un établissement qui accueille des adultes handicapés ayant une certaine autonomie pour leur proposer des animations, des activités en fonction de leur handicap. Certaines structures peuvent également proposer un hébergement.



FOYER D'HEBERGEMENT

Les foyers d'hébergement sont des structures d'accueil ayant pour objectif de placer la personne handicapée (adulte) dans une dynamique d'insertion sociale. Ils assurent l'hébergement et l'entretien des personnes handicapées qui exercent une activité pendant la journée, en milieu ordinaire, dans différents établissements. Ils sont souvent rattachés à un service d'aide par le travail (ESAT), à une Entreprise Adaptée ou un Centre d'Initiation au Travail et aux Loisirs (CITL). Selon les foyers, il peut s'agir de personnes handicapées physiques ou mentales. Ce service vient généralement en complément d'actions pour la réinsertion professionnelle, en milieu ordinaire ou protégé. Les foyers d'hébergement ne sont pas médicalisés : les personnes y bénéficient d'un accompagnement par une équipe de travailleurs sociaux.

FOYER POLYVALENT

Les foyers d'accueil polyvalent sont une catégorie d'établissements créée en 2005 permettant de comptabiliser les foyers d'hébergement proposant aux adultes handicapés à la fois de l'internat, des activités occupationnelles et de la prise en charge médicalisée.

ETABLISSEMENT D'ACCUEIL TEMPORAIRE

L'accueil temporaire permet d'être accueilli dans un établissement pour une durée limitée avec ou sans hébergement.

ESAT

Les Établissements ou Services d'Aide par le Travail sont des établissements médico-sociaux.

Ils permettent aux travailleurs handicapés d'exercer une activité professionnelle adaptée à leurs capacités personnelles et de développer ainsi leur potentiel.

Pour être accueilli en ESAT, il faut une orientation professionnelle vers le milieu protégé par la CDAPH.

Ils remplacent les CAT depuis la loi du 11 février 2005.

SAVS

Les Services d'Accompagnement à la Vie Sociale ont pour vocation de contribuer à la réalisation du projet de vie de personnes adultes handicapées par un accompagnement adapté favorisant le maintien ou la restauration de leurs liens familiaux, sociaux, scolaires, universitaires ou professionnels.

Ces services prennent en charge des personnes adultes, y compris celles ayant la qualité de travailleur handicapé, dont les déficiences et incapacités rendent nécessaires, dans des proportions adaptées aux besoins de chaque usager :

- Un accompagnement pour tout ou partie des actes essentiels de l'existence
- Un accompagnement social en milieu ouvert et un apprentissage à l'autonomie.

Les SAVS accompagnent des personnes handicapées sur décision de la CDAPH.

SAMSAH

Le Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés est un accompagnement médico-social adapté comportant des prestations de soins. Il accompagne les adultes handicapés dans leur projet de vie tout en favorisant les liens familiaux, sociaux, scolaires, professionnels.

Ce service prend en charge des adultes handicapés qui ont besoin d' :

- Une assistance ou un accompagnement pour tout ou partie des actes essentiels de l'existence
- Un accompagnement social en milieu ouvert et d'un apprentissage à l'autonomie

et également dans des proportions adaptées aux besoins de chaque usager :

- Des soins réguliers et coordonnés
- Un accompagnement médical et paramédical en milieu ouvert.

Les SAMSAH accompagnent des personnes handicapées sur décision de la CDAPH.

IME

Les Instituts Médico Éducatifs accueillent les enfants atteints de déficiences intellectuelles qui ont en général entre 3 et 20 ans. Ils regroupent les anciens IMP (instituts médico-pédagogiques) et les anciens IMPRO (instituts médico professionnels). Les enfants sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.

ÉTABLISSEMENT POUR ENFANTS OU ADOLESCENTS POLYHANDICAPÉS

Les Établissements et services pour enfants et adolescents polyhandicapés accueillent et accompagnent des enfants qui souffrent d'un polyhandicap (association d'une déficience mentale grave à une déficience motrice importante) entraînant une réduction notable de leur autonomie. L'accueil se fait le plus souvent en internat ou en semi-internat. Le financement de ces établissements se fait par le biais du prix de journée et est pris en charge par l'Assurance Maladie.

ITEP

Les Instituts Thérapeutiques Éducatifs et Pédagogiques accueillent des enfants ou adolescents présentant des troubles de la conduite et du comportement qui ont entre 6 et 18 ans. Les ITEP remplacent les instituts de rééducation (IR).

Les enfants sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.

IEM

Les Instituts d'Éducation Motrice accueillent des enfants présentant une déficience motrice ou physique importante. Les enfants qui ont en général entre 3 et 20 ans sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.

Jardin d'enfants spécialisé

Accueil d'enfants handicapés de 2 à 6 ans, présentant une déficience intellectuelle avec ou sans troubles associés. Les JES proposent un accueil sur mesure pour une éducation précoce. Ils développent les dimensions d'observation, de

diagnostic, de dépistage, d'affinement des indications et d'orientation et visent l'épanouissement de la personnalité. Les JES permettent de développer les potentiels affectif, physique, intellectuel et relationnel, ainsi que les compétences de la personne handicapée mentale. Les JES mènent des actions éducatives visant l'éveil sensori-moteur, la communication et le maximum d'autonomie possible. Ils apportent des soins médicaux et paramédicaux adaptés. Ce travail est effectué en partenariat avec l'Éducation nationale, les services de soins, l'entourage de l'enfant handicapé...

ÉTABLISSEMENT POUR JEUNES DÉFICIENTS SENSORIELS

Établissements pour déficients auditifs : les enfants accueillis par ces établissements, âgés de 3 à 20 ans sauf prolongation après cet âge par dérogation pour finir un cursus pédagogique ou au titre de « l'amendement Creton » en raison du manque de place en établissement pour adultes handicapés, sont atteints de déficiences auditives et reçoivent au sein de l'établissement des soins et une éducation spécialisée ou professionnelle.

Instituts pour déficients visuels : ces établissements accueillent des enfants et des adolescents déficients visuels âgés généralement de 3 à 20 ans sauf prolongation après cet âge par dérogation pour finir un cursus pédagogique ou au titre de « l'amendement Creton » en raison du manque de place en établissement pour adultes handicapés.

Instituts d'éducation sensorielle pour enfants sourds ou aveugles : ils ont pour but de fournir des soins et une éducation spécialisée ou professionnelle à des enfants déficients visuels ou déficients auditifs (il s'agit soit d'instituts d'éducation sensorielle pour enfants déficients auditifs ou pour enfants déficients visuels ayant une section pour enfants sourds et aveugles, soit d'un établissement de soins et d'éducation spécialisée pour enfants sourds et/ou aveugles).

SESSAD

Le Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile apporte un soutien spécialisé aux enfants et adolescents dans leurs différents lieux de vie et d'activités (domicile, crèche, école,...) et/ ou dans les locaux du service. Les enfants sont admis sur décision de la CDAPH. Les prestations sont prises en charge par la Sécurité sociale.

Son équipe pluridisciplinaire met en œuvre une prise en charge précoce de l'enfant et l'accompagnement des familles ; puis elle favorise le soutien à la scolarité de l'enfant et l'acquisition de l'autonomie.

Selon leur spécialité et selon l'âge des enfants, un SESSAD peut s'appeler différemment : SAFEP, SSEFIS, SAAIS ou SSAD.

CDAPH

La Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées a été créée par la loi du 11 février 2005.

Elle succède ainsi à la CDES et à la COTOREP depuis le 1er janvier 2006 et siège au sein des MDPH. Elle prend les décisions relatives à l'ensemble des droits de la personne handicapée, notamment en matière d'attribution de prestations et d'orientation.

Aide complémentaire :

<http://finess.sante.gouv.fr/fininter/jsp/index.jsp>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er1015.pdf>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/l-accueil-des-personnes-agees-en-etablissement-entre-progression-et>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er975.pdf>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/etablissements-de-sante-sociaux-et-medico-sociaux/article/l-enquete-aupres-des-etablissements-d-hebergement-pour-personnes-agees-ehpa>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/etablissements-de-sante-sociaux-et-medico-sociaux/article/l-enquete-aupres-des-etablissements-et-services-pour-enfants-et-adultes>



Etablissements et services médico-sociaux**Capacité d'accueil pour les personnes âgées selon la catégorie d'établissement**

Établissements publics ou privés et services, places installées au 31.12.2016

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)																				
Nombre d'établissements	935	428	494	314	28	610	577	702	388	907	811	589	596	7 379	19	20	4	16	0	7 438
Nombre total de places installées	77 112	33 469	40 624	29 386	1 924	51 038	45 972	64 285	34 008	69 837	60 219	47 080	46 055	601 009	1 092	1 352	199	1 407	0	605 059
Dont places en accueil temporaire	1 368	731	869	520	53	1 018	1 074	1 293	652	1 484	1 493	1 509	593	12 657	47	36	0	7	0	12 747
Dont places en accueil de jour	1 224	685	692	354	26	1 009	1 074	1 506	795	1 290	1 107	650	853	11 265	34	10	0	68	0	11 377
Etablissement d'hébergement pour personnes âgées non EHPAD																				
Nombre d'établissements	46	23	26	13	3	23	24	28	16	53	39	19	19	332	1	12	0	5	0	350
Nombre total de places installées	1 075	585	632	274	75	513	457	641	327	966	854	404	690	7 493	18	225	0	147	0	7 883
Dont places en accueil temporaire	193	71	86	185	0	13	39	104	0	124	198	72	42	1 127	0	0	0	0	0	1 127
Dont places en accueil de jour	4	0	0	0	0	0	0	0	0	37	17	0	0	58	0	18	0	0	0	76
Résidence autonomie (1)																				
Nombre d'établissements	294	79	87	84	0	199	218	433	244	254	110	156	114	2 272	2	2	2	0	0	2 278
Nombre total de places installées	13 003	4 518	3 808	3 275	0	10 254	10 939	24 694	11 713	10 364	4 273	6 721	6 909	110 471	125	56	86	0	0	110 738
Dont places en accueil temporaire	68	17	61	75	0	6	11	14	0	60	36	102	33	483	0	0	0	0	0	483
Dont places en accueil de jour	5	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	0	0	11	0	0	0	0	0	11
Unités de soins de longue durée (USLD) (2)																				
Nombre d'USLD	78	31	38	23	6	70	56	53	25	65	61	41	41	588	3	3	1	2	0	597
Nombre de lits	4 017	1 356	1 733	1 349	188	2 864	3 047	4 791	1 566	3 382	3 146	1 772	1 753	30 964	165	150	30	95	0	31 404
Services de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées (SSIAD + SPASAD)																				
Nombre de services (3)	264	149	124	100	9	181	194	203	124	205	257	103	157	2 070	17	11	1	4	1	2 104
Nombre de places	13 007	6 340	6 665	5 640	556	9 814	12 900	18 095	6 665	13 910	12 486	6 855	10 003	122 936	689	425	116	529	40	124 735

(1) Changement d'appellation en cours : résidence autonomie anciennement logement-foyer

(2) Source SAE - Etablissements ayant rempli le bordereau USLD (ayant signé ou non une convention tripartite) - Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

(3) Services autonomes et services rattachés à un établissement (y compris les équipes mobiles Alzheimer)

(*) Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, FINISS, SAE



Etablissements et services médico-sociaux**Accueil des personnes âgées**

Taux d'équipement au 31.12.2016 en nombre de places pour 1 000 habitants de 75 ans et plus

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Taux d'équipement en places dans les EHPAD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus	106,3	111,0	117,2	107,7	54,3	99,5	95,9	78,8	105,0	104,8	98,3	131,2	85,9	100,4	36,7	39,9	45,4	37,9	0,0	99,3
Taux d'équipement en places dans les structures non EHPAD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus (places en maison de retraite, logements de résidences autonomie, places USLD)	24,9	21,4	17,8	18,0	7,4	26,6	30,1	36,9	42,0	22,1	13,5	24,8	17,4	24,9	10,3	12,7	26,5	6,5	0,0	24,6
Taux d'équipement en places dans les services de soins infirmiers à domicile pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus (SSIAD + SPASAD)	17,9	21,0	19,2	20,7	15,7	19,1	26,9	22,2	20,6	20,9	20,4	19,1	18,6	20,5	23,1	12,5	26,5	14,3	18,1	20,5

(*) Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, FINISS ; INSEE, estimations de population

Etablissements et services médico-sociaux**Places installées selon le type d'accueil des personnes âgées toutes catégories de structures (1)**

Établissements publics ou privés et services, places installées au 31.12.2016

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Places en accueil temporaire (1)	2 008	819	1 046	979	80	1 170	1 220	1 502	674	1 804	2 118	1 831	926	16 177	59	36	0	7	0	16 279
Places en accueil de jour (2)	3 644	1 615	843	553	53	1 597	3 248	2 219	825	1 765	3 226	1 327	1 160	22 075	78	52	1	68	0	22 274
Places en accueil de nuit (2)	16	3	15	2	0	3	8	14	18	12	0	5	0	96	0	0	0	0	0	96

(1) On compte l'ensemble des places d'accueil temporaire quelque soit la catégorie d'établissement

(2) On compte l'ensemble des places d'accueil de jour ou de nuit dans les établissements et services pour personnes âgées

(*) Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, FINISS



Etablissements et services médico-sociaux

Capacité d'accueil pour adultes handicapés selon la catégorie d'établissement

Nombre d'établissements et de services - Places installées par catégorie d'établissement au 31.12.2016 (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aqui- taine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Maison d'accueil spécialisée (M.A.S.)																				
Nombre d'établissements	61	30	27	27	3	67	60	106	44	69	84	45	47	670	7	4	2	4	1	688
Nombre total de places installées	2 640	1 200	1 198	891	69	3 019	2 735	4 058	1 647	2 943	3 580	1 830	1 813	27 623	206	153	102	218	9	28 311
Dont places en accueil temporaire	61	29	25	55	0	132	83	174	43	63	88	76	43	872	4	0	0	21	2	899
Dont places en accueil de jour	111	59	45	71	0	276	262	455	130	199	178	102	138	2 026	10	18	12	30	0	2 096
Foyer d'accueil médicalisé (F.A.M.) (2)																				
Nombre d'établissements	137	47	75	59	5	82	72	127	48	84	93	66	72	967	2	3	0	7	0	979
Nombre total de places installées	4 290	1 562	1 682	1 418	134	2 152	2 164	4 664	1 283	2 637	2 753	1 804	1 853	28 396	40	134	0	369	0	28 939
Dont places en accueil temporaire	118	33	27	37	4	76	63	207	21	65	48	46	56	801	2	0	0	9	0	812
Dont places en accueil de jour	197	64	80	38	4	138	207	559	57	103	134	85	109	1 775	40	10	0	47	0	1 872
Foyer de vie (inclut les foyers occupationnels)																				
Nombre d'établissements	231	119	121	82	2	147	174	159	94	178	140	167	91	1 705	9	3	1	12	0	1 730
Nombre total de places installées	6 977	3 123	3 260	2 293	24	4 491	5 328	4 222	3 177	5 116	4 886	3 492	2 908	49 297	246	53	44	333	0	49 973
Dont places en accueil temporaire	82	28	74	66	6	123	110	106	23	91	62	57	82	910	0	0	0	0	0	910
Dont places en accueil de jour	2 393	891	485	601	6	1 130	1 653	1 052	1 318	1 104	636	856	520	12 645	96	0	44	236	0	13 021
Foyer d'hébergement																				
Nombre d'établissements	203	69	70	69	3	117	159	129	77	121	111	103	58	1 289	2	0	0	6	0	1 297
Nombre total de places installées	6 150	2 225	2 262	2 032	83	3 333	3 862	3 897	2 649	4 137	4 258	2 200	1 968	39 056	29	0	0	147	0	39 232
Dont places en accueil temporaire	135	13	97	16	0	49	35	73	72	24	45	52	79	690	0	0	0	0	0	690
Dont places en accueil de jour	161	0	90	15	0	17	20	32	29	23	36	8	42	473	0	0	0	12	0	485
Foyer polyvalent (3)																				
Nombre d'établissements	11	3	1	2	0	1	4	25	2	9	2	5	9	74	1	0	0	0	0	75
Nombre total de places installées	488	72	23	35	0	38	167	747	102	516	22	236	462	2 908	20	0	0	0	0	2 928
Dont places en accueil temporaire	2	2	0	0	0	1	2	126	0	16	0	4	12	165	0	0	0	0	0	165
Dont places en accueil de jour	107	1	0	0	0	0	15	337	35	70	0	20	79	664	20	0	0	0	0	684
Etablissement d'accueil temporaire																				
Nombre d'établissements	14	1	9	0	0	1	13	3	2	0	4	2	1	50	0	0	0	0	0	50
Nombre total de places installées	135	12	74	0	0	12	158	62	28	0	38	10	10	539	0	0	0	0	0	539
Dont places en accueil de jour	106	0	10	0	0	12	126	22	16	0	20	0	10	322	0	0	0	0	0	322
Etablissement expérimental																				
Nombre d'établissements	18	1	4	6	1	8	10	15	18	13	21	8	3	126	0	2	0	0	0	128
Nombre total de places installées	274	18	88	147	3	175	361	626	220	293	381	211	48	2 845	0	25	0	0	0	2 870
Dont places en accueil temporaire	24	18	0	0	0	0	6	6	0	0	49	0	0	103	0	0	0	0	0	103
Dont places en accueil de jour	120	0	28	0	0	0	48	21	33	34	56	0	0	340	0	0	0	0	0	340
Centre de rééducation professionnelle (CRP), Centre de préorientation (CPO), Unités Évaluation Réentraînement et d'orientation sociale et professionnelle (UEROS)																				
Nombre de structures	18	6	11	4	0	9	8	30	7	13	13	6	16	141	2	1	0	0	0	144
Nombre total de places installées	1 222	153	411	279	0	828	666	2 926	471	1 382	1 085	369	776	10 568	40	20	0	0	0	10 628
Etablissements et services de travail protégé																				
Établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T.)																				
Nombre d'établissements	199	72	86	84	5	152	124	192	83	154	130	93	97	1 471	10	8	2	11	0	1 502
Nombre total de places installées	14 129	5 777	6 418	4 937	422	11 484	13 421	16 539	7 199	11 432	10 306	6 643	7 400	116 107	551	509	178	986	0	118 331
Services d'accompagnement à la vie sociale, médico social pour adultes handicapés (SAVS et SAMSAH)																				
Nombre de services (4)	173	96	93	74	6	104	114	137	69	152	123	118	98	1 357	7	2	4	16	0	1 386
Nombre de places	6 413	3 672	4 249	1 948	71	5 060	3 681	4 504	2 643	6 546	4 173	2 713	2 649	48 322	197	40	150	173	0	48 882
Service de soins infirmiers à domicile pour adultes handicapés (SSIAD+SPASSAD)																				
Nombre de services (4)	158	93	63	65	6	96	103	116	46	74	106	51	22	999	11	4	1	1	1	1 017
Nombre de places	745	373	414	380	104	646	790	988	201	517	457	307	482	6 404	45	52	15	8	17	6 570

(1) On compte la capacité totale des établissements indépendamment de la spécificité des places

(2) Les établissements classés en catégorie FAM sont ceux qui disposent de lits d'accueil médicalisés, même si d'autres types de lits y sont présents

(3) La catégorie « foyer d'accueil polyvalent » a été créée dans FINESS dans le but d'attribuer un seul numéro FINESS aux foyers d'hébergement qui proposent simultanément de l'hébergement ouvert et de l'accueil en foyer de vie (et de permettre ainsi que les diverses activités d'un même établissement ne fassent pas l'objet d'immatriculations distinctes)

(4) Services autonomes et services rattachés à un établissement

(*) Guadeloupe y.c. Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, FINESS

Etablissements et services médico-sociaux

Accueil des adultes handicapés

Taux d'équipement au 31.12.2016 par catégorie d'établissement : places pour 1 000 habitants de 20 à 59 ans

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aqui- taine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Taux d'équipement en établissements d'hébergement pour adultes handicapés																				
Taux d'équipement en places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés	0,7	0,9	0,7	0,7	0,4	1,0	0,9	0,6	1,0	1,0	1,2	0,9	0,7	0,8	1,0	0,8	0,8	0,5	0,1	0,8
Taux d'équipement en places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés	1,0	0,9	1,0	1,1	0,8	0,7	0,7	0,6	0,8	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8	0,2	0,7	0,0	0,8	0,0	0,8
Taux d'équipement en places dans les foyers de vie (inclut les foyers occupationnels)	1,7	2,4	2,0	1,7	0,1	1,5	1,8	0,7	2,0	2,0	1,7	2,0	1,2	1,6	1,3	0,3	0,3	0,8	0,0	1,5
Taux d'équipement en places dans les Établissements et Service d'Aide par le Travail (ESAT)	3,5	4,2	4,0	4,0	2,5	4,0	4,4	2,5	4,4	4,0	3,6	3,6	3,0	3,6	2,8	2,7	1,4	2,2	0,0	3,5

(*) Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, FINES ; INSEE, estimations de population

Etablissements et services médico-sociaux

Places installées selon le type d'accueil des adultes handicapés, toutes catégories de structures

Places installées au 31.12.2016

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aqui- taine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Places en accueil temporaire (1)	352	129	185	147	0	293	221	482	147	259	215	340	282	3 052	10	6	0	30	2	3 100
Places en accueil de jour (2)	3 195	1 015	738	725	10	1 573	2 331	2 508	1 618	1 571	1 060	1 136	898	18 378	166	43	56	331	0	18 974
Places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés (1)	2 910	1 225	1 177	842	61	2 910	2 659	3 920	1 599	2 943	3 493	1 740	1 776	27 255	196	149	102	218	9	27 929
Places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés (1)	3 971	1 296	1 677	1 410	130	2 076	2 028	3 851	1 259	2 246	2 584	1 421	1 777	25 726	40	132	0	369	0	26 267
Places d'accueil en foyer de vie (3)	6 972	3 247	3 157	2 181	12	4 313	5 384	4 876	3 227	5 720	4 979	3 708	2 868	50 644	266	53	44	367	0	51 374
Places d'accompagnement à la vie sociale ou d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (1)	6 440	3 676	4 249	1 953	74	5 060	3 651	4 491	2 655	6 646	4 179	2 708	2 659	48 441	197	40	150	533	0	49 361

(1) On compte l'ensemble des places de la discipline quelle que soit la catégorie d'établissement

(2) On compte l'ensemble des places d'accueil de jour dans les établissements et services pour adultes handicapés

(3) On compte l'ensemble des places de la discipline quelques soient la la catégorie d'établissement et le mode d'accueil (complet ou de jour)

(*) Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, FINES



Etablissements et services médico-sociaux

Accueil des adultes handicapés

Places installées au 31.12.2016 par catégorie de clientèle en établissement (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aqui- taine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Déficiences intellectuelles	16 512	7 658	7 828	4 468	0	11 278	14 067	17 633	6 915	15 165	6 216	6 455	8 503	122 698	215	53	144	1 071	0	124 181
Polyhandicaps	2 074	626	358	618	32	1 297	2 544	2 970	1 093	2 645	1 427	523	562	16 769	29	5	93	259	9	17 164
Déficiences psychiques	4 137	1 308	1 681	716	49	1 409	1 568	4 707	839	2 955	1 081	1 557	1 327	23 334	86	204	0	83	0	23 707
Déficiences motrices	2 316	807	999	727	15	1 914	1 912	1 922	681	1 595	1 011	774	1 435	16 108	0	0	70	20	0	16 198
Déficiences sensorielles	661	49	477	150	0	493	428	728	152	645	250	126	391	4 550	0	40	80	150	0	4 820
Autres types de déficiences	10 868	5 196	8 349	5 307	639	10 949	8 162	10 388	7 090	7 893	17 239	7 915	7 601	107 596	970	632	87	842	0	110 127

(1) Hors foyers d'hébergement dont la quasi-totalité des occupants sont travailleurs d'ESAT
Y compris SAMSAH SAVS, hors SSIAD SPASSAD

(*) Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, FINES



Etablissements et services médico-sociaux

Capacité d'accueil pour enfants et adolescents handicapés selon la catégorie d'établissement

Nombre d'établissements et de services - Places installées par catégorie d'établissement au 31.12.2016 - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aqui- taine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Instituts médico-éducatifs (I.M.E.)																				
Nombre d'établissements	156	75	57	60	5	116	127	180	83	104	120	75	89	1 247	10	11	3	16	1	1 288
Nombre total de places installées	7 598	3 551	3 264	3 084	222	7 192	8 777	9 398	4 647	6 113	5 362	3 491	4 148	66 847	539	498	201	1 002	79	69 166
Dont places en accueil temporaire	89	5	5	40	10	27	32	71	13	5	21	64	62	444	45	0	16	10	0	515
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	4 644	2 085	2 077	1 966	163	4 978	6 786	8 195	3 109	3 620	3 246	2 681	2 802	46 352	404	478	185	921	79	48 419
Établissements pour enfants ou adolescents polyhandicapés																				
Nombre d'établissements	22	18	13	10	0	21	9	31	8	17	13	13	22	197	1	1	0	4	1	204
Nombre total de places installées	594	350	264	232	0	564	370	1 017	238	497	490	262	581	5 459	30	35	0	168	9	5 701
Dont places en accueil temporaire	11	2	0	15	0	8	14	2	0	7	14	9	16	98	0	0	0	18	3	119
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	352	225	172	109	0	270	90	639	145	201	311	147	347	3 008	30	19	0	108	0	3 165
Instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (I.T.E.P.)																				
Nombre d'établissements	73	17	18	20	1	51	28	30	30	59	60	26	29	442	1	1	1	3	1	449
Nombre total de places installées	2 552	533	561	751	16	1 261	1 052	1 131	956	2 249	2 520	793	721	15 096	20	30	16	67	24	15 253
Dont places en accueil temporaire	5	0	0	8	0	19	13	27	0	18	10	11	7	118	0	0	0	0	0	118
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	1 269	168	274	327	10	474	414	527	352	1 061	1 180	418	255	6 729	0	20	10	31	24	6 814
Instituts d'éducation motrice (I.E.M.)																				
Nombre d'établissements	19	3	5	5	2	11	26	22	11	14	10	11	3	142	0	0	1	4	0	147
Nombre total de places installées	853	114	250	233	35	746	1 297	1 349	266	777	436	387	210	6 953	0	0	15	94	0	7 062
Dont places en accueil temporaire	17	0	0	0	0	4	0	24	5	15	0	0	0	65	0	0	0	0	0	65
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	418	24	117	118	15	381	887	837	166	402	217	252	132	3 966	0	0	15	84	0	4 065
Jardins d'enfants spécialisés																				
Nombre d'établissements	0	0	0	6	0	0	0	1	0	1	0	0	0	8	0	0	0	0	0	8
Nombre total de places installées	0	0	0	101	0	0	0	13	0	50	0	0	0	164	0	0	0	0	0	164
Dont places en accueil temporaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	0	0	0	101	0	0	0	13	0	50	0	0	0	164	0	0	0	0	0	164
Établissements pour jeunes déficients sensoriels (1)																				
Nombre d'établissements	14	3	8	3	1	15	9	21	7	8	10	6	8	113	1	2	0	3	0	119
Nombre total de places installées	682	83	388	182	28	752	1 082	1 441	354	592	709	321	375	6 989	35	32	0	175	0	7 231
Dont places en accueil temporaire	0	0	0	0	0	68	0	2	0	0	31	0	0	101	0	0	0	0	0	101
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	255	38	214	114	28	396	462	1 023	220	239	352	174	260	3 775	35	28	0	136	0	3 974
Établissements expérimentaux																				
Nombre d'établissements	13	3	1	3	0	9	5	13	15	10	13	4	4	93	3	1	1	1	0	99
Nombre total de places installées	183	95	20	46	0	41	20	265	121	139	151	60	63	1 204	77	52	0	14	0	1 347
Dont places en accueil temporaire	4	0	0	24	0	6	10	0	0	0	15	0	0	59	0	0	0	0	0	59
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	18	8	0	10	0	30	0	143	63	63	32	20	17	404	10	0	20	0	0	434
Établissements d'accueil temporaire																				
Nombre d'établissements	5	0	5	0	0	0	1	1	0	2	3	3	1	21	0	1	0	0	0	22
Nombre total de places installées	118	0	35	0	0	0	8	12	0	56	25	35	7	296	0	12	0	0	0	308
Services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) (2)																				
Nombre d'établissements	227	91	83	69	15	154	179	206	85	184	166	118	115	1 692	12	6	10	17	3	1 740
Nombre total de places installées	6 563	2 977	2 671	2 020	346	4 311	4 843	7 692	2 874	4 360	4 284	3 875	3 279	50 095	603	422	470	802	277	52 669
Taux d'équipement en places dans les établissements pour enfants handicapés (hors SESSAD, jardins d'enfants spécialisés et places d'accueil temporaire) pour 1 000 habitants de - 20 ans (3)																				
	6,3	7,2	6,0	7,2	4,3	8,0	7,9	4,6	8,0	7,8	7,2	5,5	5,3	6,5	6,2	7,2	1,9	5,6	0,9	6,4
Taux d'équipement en places dans les SESSAD pour 1 000 habitants de - 20 ans (3)																				
	3,4	4,5	3,4	3,3	5,1	3,3	3,1	2,4	3,5	3,3	3,2	4,1	2,9	3,2	5,7	4,7	4,2	3,0	2,2	3,2

(1) Rassemble trois types d'établissements : ceux pour déficients visuels, pour déficients auditifs, et pour déficients auditifs et visuels

(2) Services autonomes et services rattachés à un établissement

(3) Indicateurs sociaux départementaux

(*) Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, FINESSE ; INSEE, estimations de population

Etablissements et services médico-sociaux

Accueil des enfants et des adolescents handicapés

Places installées au 31.12.2016 par catégorie de clientèle en établissement spécialisé (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aqui- taine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Déficiences intellectuelles	6 067	3 168	3 000	2 655	48	6 361	7 749	7 406	4 177	5 634	4 351	2 892	3 575	57 083	439	438	133	1 265	0	59 358
Polyhandicaps	918	383	279	298	22	801	903	1 504	454	672	643	289	644	7 810	30	25	42	193	9	8 109
Déficiences psychiques	2 914	602	477	790	16	1 319	1 177	1 494	972	2 240	2 626	833	880	16 340	7	30	16	62	24	16 479
Déficiences motrices	785	106	250	216	23	765	1 056	1 236	259	722	599	415	244	6 676	0	10	15	207	0	6 908
Déficiences sensorielles	705	83	384	182	28	678	1 085	1 424	304	592	587	321	468	6 841	47	32	0	295	0	7 215
Autres types de déficiences	1 191	380	392	488	164	632	636	1 562	416	613	887	599	1 721	9 681	51	124	26	128	79	10 089

(1) Hors SESSAD

(*) Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, FINES



Sources : DREES, INSEE, Infocentre DALO, DR(D)JSCS, DGCS, Ministère de la justice, Banque de France.

Pour en savoir plus :

Droit Au Logement Opposable (Loi DALO)

La loi désigne l'État comme le garant du droit au logement. La mise en œuvre de cette garantie s'appuie sur un recours amiable et un recours contentieux.

Logements sur-occupés

Le concept de sur-occupation repose sur la composition du ménage et le nombre de pièces du logement.

Un logement est sur-occupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à la norme *d'occupation normale*, fondée sur :

- une pièce de séjour pour le ménage ;
- une pièce pour chaque personne de référence d'une famille ;
- une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans ou plus, et pour les célibataires de moins de 19 ans ;
- une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans ;
- sinon, une pièce par enfant.

À l'inverse un logement est considéré en sous-occupation lorsqu'il y a au moins une pièce en plus par rapport à la norme d'occupation définie ci-dessus.

Par construction, les logements d'une pièce sont considérés comme sur-occupés.

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles, habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale de l'État. Leur autorisation est délivrée par le préfet après consultation du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale (CROSMS). Les CHRS ont pour mission d'héberger et d'accompagner des personnes ou des familles connaissant de graves difficultés, notamment économiques, familiales, de logement, de santé ou d'insertion, en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale. Une convention entre le CHRS et l'État précise les catégories de personnes accueillies et la nature des actions conduites en leur faveur.

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles. Ils sont partie prenante du dispositif national d'accueil (DNA) des demandeurs d'asile et des réfugiés. Les CADA assurent l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement social et administratif des demandeurs d'asile pendant l'instruction de leur demande par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), puis de leur éventuel recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

Les centres d'accueil non conventionnés

Les centres d'accueil non conventionnés sont des centres d'hébergement qui ne sont ni conventionnés au titre de l'aide sociale de l'État, ni conventionnés au titre de l'aide sociale départementale. Ils relèvent plutôt de l'initiative caritative, paroissiale, communale, etc.

Les centres provisoires d'hébergement

Les centres provisoires d'hébergement (CPH) sont des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) destinés spécifiquement aux réfugiés statutaires, c'est-à-dire dont le statut de réfugié a été reconnu par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Les maisons relais

Les maisons relais constituent une modalité particulière de résidence sociale, destinée à l'accueil sans condition de durée des personnes dont la situation sociale et psychologique rend difficile leur accès à un logement ordinaire. Elles accueillent ainsi des personnes au faible niveau de ressources dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde, fréquentant ou ayant fréquenté de façon répétitive les structures d'hébergement provisoire et dont l'accès à un logement autonome apparaît difficile à court terme, mais sans relever de structures d'insertion de type CHRS. Les maisons relais proposent un logement durable. Leur conception en petites unités de 15 à 25 logements, alliant logements privatifs et espaces collectifs, avec la présence quotidienne d'un hôte ou d'un couple d'hôtes qui leur porte une attention personnalisée, vise à recréer un lien social, en même temps qu'elle offre un environnement sécurisant et chaleureux. Les résidences accueil constituent une formule de maisons relais dédiée aux personnes souffrant d'un handicap psychique, qui prévoit un partenariat formalisé avec des équipes de soins et d'accompagnement social et médico-social adapté.

Autres résidences sociales

Les résidences sociales constituent une catégorie spécifique de logements-foyers destinés au logement collectif, à titre de résidence principale, de personnes dans des immeubles comportant à la fois des locaux privatifs meublés et des locaux communs affectés à la vie collective. Les résidences sociales ont vocation à accueillir des publics très diversifiés tels que les jeunes travailleurs ou jeunes en insertion, les personnes en formation professionnelle, les femmes en difficulté, les travailleurs immigrés, etc. Elles peuvent être créées ex nihilo ou par transformation de foyers de jeunes travailleurs (FJT) ou de foyers de travailleurs migrants (FTM). La durée de séjour y est de 1 mois renouvelable sans limitation de durée, mais la vocation d'accueil temporaire est généralement rappelée dans le projet social (accueil variant entre 1 mois et 2 ans).



Foyer de jeunes travailleurs

Les foyers de jeunes travailleurs (FJT) ont pour mission d'accueillir des jeunes en stage, en apprentissage ou exerçant une activité professionnelle. Ils proposent un hébergement temporaire comportant à la fois des locaux privés meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective.

Foyer de travailleurs migrants

Les foyers de travailleurs migrants ont pour mission d'accueillir des travailleurs migrants isolés. Ces établissements proposent un hébergement à durée indéterminée comportant généralement des locaux privés meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective. Ces personnes bénéficient automatiquement d'un contrat de location.

Aide complémentaire :

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/l-hebergement-social-hors-urgence-plus-de-81-000-personnes-sans-logement> ▶

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/plus-de-100-000-places-d-hebergement-pour-les-personnes-en-difficulte-sociale> ▶

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er918.pdf> ▶



Logement - Hébergement

Parc des logements et statut d'occupation au 1er janvier 2014

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Nombre total de logements	4 287 652	1 535 090	1 859 813	1 352 052	238 309	2 766 052	2 795 170	5 619 116	1 768 559	3 376 458	3 424 675	1 937 243	2 982 946	33 943 135	15	98	280	551	nd	33 944 079
Part des résidences principales (en %)	80,0	82,9	79,4	84,4	59,3	87,8	89,1	90,3	82,6	79,7	75,9	82,9	74,9	82,6	77,4	80,1	89,0	89,7	nd	82,7
Part des résidences secondaires et logements occasionnels (en %)	11,7	7,6	13,0	6,2	37,0	3,2	3,6	3,3	9,8	11,9	15,7	10,5	17,5	9,6	7,4	4,9	2,3	2,0	nd	9,4
Part des logements vacants (en %)	8,3	9,5	7,6	9,4	3,7	8,9	7,3	6,4	7,6	8,4	8,4	6,6	7,6	7,8	15,2	15,0	8,8	8,3	nd	7,9
Statut d'occupation des résidences principales																				
Propriétaires (en %)	58,8	62,9	66,3	64,0	54,6	58,6	57,7	47,4	58,2	62,4	59,5	64,3	54,4	57,8	59,3	54,4	43,5	51,3	nd	57,6
Locataires (en %)	39,0	34,9	32,3	34,2	39,7	39,1	40,5	49,7	40,2	35,3	37,9	34,5	42,2	40,0	35,9	38,2	48,6	44,6	nd	40,0
Logés gratuitement (en %)	2,2	2,1	1,4	1,8	5,7	2,2	1,9	2,9	1,5	2,2	2,6	1,1	3,3	2,3	4,8	7,4	7,9	4,1	nd	2,4
Part des logements sur-occupés en 2014 (en %) (1)	7,6	5,6	5,0	6,2	9,0	6,5	6,6	21,0	6,3	6,1	7,8	5,7	12,9	9,7	11,0	11,8	36,1	14,6	nd	9,8

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : INSEE, Recensements de la Population

Logement - Hébergement

Recours au Droit Au Logement (DALO) en 2016

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Nombre de recours "logement" reçus	5 983	721	400	643	421	1 327	3 009	51 239	869	2 332	4 593	1 509	12 258	85 304	15	98	280	551	nd	86 248
Recours non examinés	51	29	0	2	0	4	71	119	21	36	11	16	78	438	5	8	22	28	nd	501
Recours "logement" avec décision	5 932	692	400	641	421	1 323	2 938	51 120	848	2 296	4 582	1 493	12 180	84 866	10	90	258	523	nd	85 747
Dont favorables logement (prioritaires et urgents)	1 947	305	205	217	166	434	949	15 351	217	640	1 113	419	3 599	25 562	3	35	122	105	nd	25 827
Dont rejets (explicites)	3 310	274	117	276	217	636	1 556	33 205	375	1 339	3 020	775	7 782	52 882	5	31	130	288	nd	53 336
Dont sans objet	484	62	48	82	23	145	328	1 841	135	196	334	213	632	4 523	2	15	5	130	nd	4 675
Dont réorientation recours logement vers hébergement	191	51	30	66	15	108	105	723	121	121	115	86	167	1 899	0	9	1	0	nd	1 909
Nombre de recours "hébergement" reçus	1 131	31	90	50	2	80	287	7 080	79	155	744	149	660	10 538	1	0	0	0	nd	10 539
Recours non examinés	13	1	1	1	0	1	5	18	2	5	2	8	12	69	0	0	0	0	nd	69
Recours "hébergement" avec décision	1 118	30	89	49	2	79	282	7 062	77	150	742	141	648	10 469	1	0	0	0	nd	10 470
Dont favorables logement (prioritaires et devant être accueillis)	485	11	55	28	2	26	131	3 519	32	62	414	67	404	5 236	0	0	0	0	nd	5 236
Dont rejets (explicites)	504	13	17	11	0	46	99	3 254	43	76	262	67	181	4 573	1	0	0	0	nd	4 574
Dont sans objet	122	6	9	6	0	5	48	230	2	10	66	6	58	568	0	0	0	0	nd	568
Dont recours logement réorientés hébergement (rappel)	191	51	30	66	15	108	105	723	121	121	115	86	167	1 899	0	9	1	0	nd	1 909
Nombre de recours reçus	7 114	752	490	693	423	1 407	3 296	58 319	948	2 487	5 337	1 658	12 918	95 842	16	98	280	551	nd	96 787
Recours non examinés	64	30	1	3	0	5	76	137	23	41	13	24	90	507	5	8	22	28	nd	570
Recours avec décision	7 050	722	489	690	423	1 402	3 220	58 182	925	2 446	5 324	1 634	12 828	95 335	11	90	258	523	nd	96 217
Dont favorables	2 432	316	260	245	168	460	1 080	18 870	249	702	1 527	486	4 003	30 798	3	35	122	105	nd	31 063
Dont rejets (explicites)	3 814	287	134	287	217	682	1 655	36 459	418	1 415	3 282	842	7 963	57 455	6	31	130	288	nd	57 910
Dont sans objet	606	68	57	88	23	150	376	2 071	137	206	400	219	690	5 091	2	15	5	130	nd	5 243

Sources : infocentre DALO (outil national du Ministère de la cohésion des territoires)

Logement - Hébergement

Précarité - Logement (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Décisions d'expulsions locatives en 2015 (2)																				
Total	14 315	4 776	3 439	4 550	209	10 076	11 119	36 184	6 511	8 861	10 893	4 641	13 457	129 031	905	519	280	1 458	nd	132 193
Expulsions "fermes"	8 973	3 270	2 091	2 801	151	6 973	6 045	17 825	4 363	6 174	7 665	3 143	8 505	77 979	498	318	150	783	nd	79 728
Expulsions "conditionnelles"	5 342	1 506	1 348	1 749	58	3 103	5 074	18 359	2 148	2 687	3 228	1 498	4 952	51 052	407	201	130	675	nd	52 465
Décisions d'expulsions locatives pour 1000 ménages	10,8	10,8	7,3	11,7	3,8	10,7	11,2	14,5	11,1	9,4	11,3	8,5	14,4	11,6	15,0	8,3	8,3	10,7	nd	11,6
Dettes relatives à des impayés d'énergie dans les dossiers de surendettement en 2016 (3)																				
Nombre de dossiers de surendettement avec impayés d'énergie	7 902	3 789	3 704	3 712	166	6 923	10 736	6 938	5 346	7 263	5 716	4 149	4 330	70 674	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Part des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendettement (en %)	40,3	44,0	46,0	45,5	30,5	45,3	45,2	30,0	43,4	41,8	38,9	44,0	31,0	40,4	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Part des dettes liées à des impayés d'énergie dans l'ensemble des dettes (en %)	1,1	1,2	1,3	1,4	0,9	1,4	1,6	0,6	1,3	1,3	1,0	1,1	0,7	1,1	nd	nd	nd	nd	nd	nd

(1) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

(2) Pour l'Alsace, les données ne sont pas disponibles au niveau départemental, les tribunaux d'instance ayant des compétences à cheval sur les deux départements.

Pour la Bretagne, les données ne sont pas disponibles au niveau départemental pour les Côtes-d'Armor et l'Ille-et-Vilaine, les tribunaux d'instance ayant des compétences à cheval sur les deux départements.

(3) Les données pour les moins de 25 ans et les familles monoparentales ne sont pas disponibles au niveau des DOM ou de la France métropolitaine ; en effet, les ratios sont calculés par la banque de France et nous ne disposons pas des effectifs nécessaires pour les calculer.

Sources : Ministère de la justice/SG/SDSE, Répertoire général civil 2014 ; INSEE, recensement de la population 2014 ; Banque de France, enquête typologique 2014

Logement - Hébergement

Lits, places installés au 31 décembre 2016 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Établissements pour adultes et familles en difficulté																				
Hébergement social																				
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS	5 353	1 751	1 199	1 039	186	4 956	5 149	9 944	2 327	2 754	2 562	1 815	3 096	42 131	175	98	120	322	0	42 846
Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA	4 789	2 937	1 269	1 762	0	4 013	1 640	4 858	2 133	2 721	3 273	2 319	1 663	33 377	0	0	0	0	0	33 377
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale	4 117	2 841	586	1 194	49	2 873	4 528	11 730	999	672	1 688	970	1 093	33 340	20	0	12	412	0	33 784
Centres provisoires d'hébergement	146	128	99	90	0	120	150	702	0	60	191	75	56	1 817	0	0	0	0	0	1 817
Logement accompagné																				
Maisons relais - Pensions de famille	1 538	670	672	622	30	1 249	1 387	2 771	727	1 411	1 284	686	987	14 034	70	38	43	83	0	14 268
Autres résidences Sociales	16 256	3 302	607	2 876	62	6 298	3 943	39 109	1 980	1 087	2 478	3 797	11 660	93 455	0	0	75	0	0	93 530
Foyers de jeunes travailleurs (FJT) (1)	3 606	1 616	3 200	615	0	2 635	1 496	13 125	2 552	3 624	2 244	3 237	660	38 610	0	160	0	107	0	38 877
Foyers de travailleurs migrants (FTM) (1)	4 697	567	44	1 127	259	5 838	3 441	27 057	510	653	0	216	1 343	45 752	0	0	0	0	0	45 752
Nombre de places d'hébergement (2)																				
dont urgences	5 414	2 721	680	1 189	67	3 424	5 023	9 714	1 488	908	1 976	755	1 467	34 826	81	7	12	210	0	35 136
dont stabilisation	164	98	61	124	0	704	583	4 651	192	382	366	226	284	7 835	20	0	26	0	0	7 881
dont insertion	3 892	1 771	1 044	945	168	3 701	4 071	7 309	1 646	2 136	1 908	1 804	2 438	32 833	74	91	94	524	0	33 616
Taux d'équipement en places d'hébergement pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans	2,4	3,4	1,1	1,8	1,4	2,8	3,2	3,3	2,0	1,2	1,5	1,5	1,7	2,3	0,9	0,5	1,0	1,6	0,0	2,3

(1) Conventionnés ou non en résidence sociale

(2) En CHRS et Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale

Sources : DREES, FINES ; INSEE, RP exploitation complémentaire, ELP 2016 ; DRJSCS ; DGCS

Sources : DREES, INSEE, INSERM, OFDT, CNAMTS, MEN-DEPP, DSN, Agence du service civique, DJEPVA, DARES.

Pour en savoir plus :

Consommations de produits psychoactifs des jeunes Français

Créé en 1993, l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) est un groupement d'intérêt public (GIP) chargé du recueil, de l'analyse et de la synthèse des données relatives aux drogues illicites, à l'alcool, au tabac, aux jeux de hasard et d'argent et à la question de l'abus d'écrans. L'OFDT est l'un des relais de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA).

L'enquête déclarative ESCAPAD, mise en œuvre par l'OFDT depuis 2000 en partenariat avec la Direction du service national (DSN), propose un questionnaire à l'ensemble des jeunes de 17 ans présents lors d'une Journée défense et citoyenneté (JDC). Elle renseigne sur la santé de ces jeunes, les niveaux d'usage et les évolutions en termes de produits psychoactifs licites et illicites et de modalités de consommation.

Le fonds d'aide aux jeunes (FAJ)

Le fonds d'aide aux jeunes (FAJ), créé en 1989, est un dispositif départemental de dernier recours. Il est destiné à aider financièrement les jeunes de moins de 25 ans qui connaissent des difficultés, ces derniers ne pouvant bénéficier d'une aide dans le cadre du RSA (sauf s'ils ont des enfants à charge ou qu'ils ont travaillé au moins deux années au cours des trois années précédant la demande).

La mise en place du FAJ dans les départements, au départ facultative, a été rendue obligatoire en 1992. Initialement co-piloté dans chaque département par l'État et le conseil général, le FAJ a été décentralisé en 2005 : le conseil général (devenu conseil départemental en 2014) assure depuis cette date la gestion et le financement du fonds. Le FAJ attribue des aides financières ponctuelles et/ou des prestations d'accompagnement social.

Les missions locales et PAIO pour l'accompagnement vers l'emploi des jeunes en difficulté

Une mission locale est un point d'accueil dans une zone de compétence optimale pour les jeunes qui ont besoin d'aide dans leur insertion sociale et professionnelle. La mission locale est une structure d'accueil pour les jeunes de 16 à 25 ans. Elle est constituée de tous les partenaires concernés par l'insertion sociale et professionnelle des jeunes : collectivités territoriales, services de l'État, partenaires économiques et sociaux, associations. Missions locales et P.A.I.O. (Permanences d'Accueil, d'Information et Orienta-

tion) constituent le réseau d'accueil des jeunes en difficulté. Leur zone de compétence correspond à l'aire géographique optimale permettant à ces jeunes de trouver près de leur domicile un point d'accueil susceptible de les aider dans leur insertion sociale et professionnelle.

Service civique

Le Service Civique est un engagement volontaire au service de l'intérêt général, ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme. Les missions sont indemnisées 573 euros par mois.

Emplois d'avenir

L'emploi d'avenir est un contrat d'aide à l'insertion destiné aux jeunes âgés de 16 à 25 ans à la date de la signature du contrat (jusqu'à 30 ans pour les jeunes reconnus travailleurs handicapés) particulièrement éloignés de l'emploi, en raison de leur défaut de formation ou de leur origine géographique. Il comporte des engagements réciproques entre le jeune, l'employeur et les pouvoirs publics, susceptibles de permettre une insertion durable du jeune dans la vie professionnelle. Depuis le 1er janvier 2018, il n'est plus possible de conclure un emploi d'avenir. Les contrats en cours iront jusqu'à leur terme, mais ne pourront pas être renouvelés.

Aide complémentaire :

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/97-000-jeunes-en-grande-precarite-beneficient-du-fonds-d-aide-aux-jeunes-en>

<http://www.ofdt.fr>

<http://www.travail-emploi.gouv.fr>

<http://www.jeunes.gouv.fr/>

<http://travail-emploi.gouv.fr/emploi/insertion-dans-l-emploi/contrats-aides/article/les-emplois-d-avenir>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er996.pdf>

Jeunesse

Classes d'âge - Cohabitation familiale - Morbidité - Mortalité - Conduites à risques

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Sexe et âge au 1er janvier 2016																				
Garçons																				
Moins de 15 ans	754 447	251 089	300 673	239 099	26 364	498 563	608 287	1 225 248	312 974	499 884	506 966	367 388	438 004	6 028 986	39 683	33 539	44 652	102 985	51 868	6 301 713
De 15 à 24 ans	479 315	160 420	195 860	143 341	16 776	336 361	389 176	763 401	198 161	329 908	338 643	222 003	281 612	3 854 977	23 885	21 956	21 254	61 449	18 294	4 001 815
Moins de 25 ans	1 233 762	411 509	496 533	382 440	43 140	834 924	997 463	1 988 649	511 135	829 792	845 609	589 391	719 616	9 883 963	63 568	55 495	65 906	164 434	70 162	10 303 528
Filles																				
Moins de 15 ans	719 567	238 247	288 900	228 923	24 669	475 724	582 384	1 175 324	298 053	475 146	483 046	350 976	415 771	5 756 730	38 514	32 439	43 200	98 004	51 896	6 020 783
De 15 à 24 ans	460 388	148 628	180 686	136 093	16 001	316 729	370 428	772 631	188 193	315 540	326 970	213 229	271 687	3 717 203	23 335	20 332	20 940	59 574	20 361	3 861 745
Moins de 25 ans	1 179 955	386 875	469 586	365 016	40 670	792 453	952 812	1 947 955	486 246	790 686	810 016	564 205	687 458	9 473 933	61 849	52 771	64 140	157 578	72 257	9 882 528
Part des jeunes de moins de 25 ans dans la population générale en %	30,4	28,3	29,2	28,9	25,4	29,3	32,3	32,4	29,8	27,3	28,4	30,8	28,0	30,0	31,7	28,7	49,5	37,8	60,6	30,3
Cohabitation familiale des jeunes de 20 à 24 ans en 2014																				
Part des garçons de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	50,0	48,6	43,8	51,4	62,5	54,4	58,6	62,8	51,6	45,5	45,7	45,2	59,9	53,5	78,5	81,4	55,2	73,1	nd	54,0
Part des filles de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	35,6	32,2	30,0	34,5	46,7	37,7	41,0	50,1	34,0	30,3	31,5	30,2	44,7	38,7	58,0	61,2	37,1	45,6	nd	39,0
Part de l'ensemble des jeunes de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	42,8	40,6	37,1	43,0	54,6	46,1	49,8	56,2	42,9	37,9	38,6	37,8	52,2	46,0	68,4	71,7	45,7	59,1	nd	46,5
Morbidité, mortalité, conduites à risques en 2014																				
Consommation tabac, alcool, cannabis à 17 ans en %																				
Garçons																				
Tabac quotidien en % (au moins une cigarette par jour)	nd	nd	39	35	34	nd	nd	26	nd	nd	nd	38	30	33	nd	16	nd	nd	nd	nd
Alcool régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	nd	nd	24	19	15	nd	nd	10	nd	nd	nd	33	14	18	nd	15	nd	nd	nd	nd
Cannabis régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	nd	nd	15	14	6	nd	nd	12	nd	nd	nd	15	15	13	nd	13	nd	nd	nd	nd
Filles																				
Tabac quotidien en % (au moins une cigarette par jour)	nd	nd	34	32	42	nd	nd	27	nd	nd	nd	33	35	32	nd	8	nd	nd	nd	nd
Alcool régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	nd	nd	10	4	4	nd	nd	10	nd	nd	nd	10	6	7	nd	3	nd	nd	nd	nd
Cannabis régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	nd	nd	6	5	5	nd	nd	5	nd	nd	nd	6	9	6	nd	2	nd	nd	nd	nd
Taux de recours à l'IVG des mineures (pour 1 000 femmes de 15 à 17 ans en 2016 (1))	5,6	6,1	5,1	5,3	10,1	6,2	7,7	7,1	6,2	6,5	7,7	4,4	9,2	6,6	14,7	16,0	21,4	16,0	23,2	7,1
Décès des jeunes de 15 à 24 ans (2012-2013-2014) toutes causes confondues																				
Par accident de la circulation	238	126	121	113	22	181	178	208	110	195	196	156	165	2 009	41	18	20	30	nd	2 118
Par suicide	123	64	99	40	2	114	157	187	90	118	114	89	70	1 267	11	7	20	28	nd	1 333

(1) Guadeloupe : non compris le CH de Saint-Martin

Sources : DREES, SAE, PMSI ; INSEE, RP2014 exploitation complémentaire, ELP 2016, RP 2006 ; INSERM, CépiDc ; OFDT, enquête ESCAPAD 2016 ; ERASME (CNAM-TS)



Jeunesse
Scolarité - Formation - Activité

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Scolarité																				
Part des jeunes de 17 ans ayant de faibles capacités ou de grosses difficultés en lecture en 2016 en % (1)	7,6	10,3	7,0	10,3	7,7	9,5	11,9	7,0	9,9	9,1	7,9	8,1	9,1	8,7	31,4	34,6	48,2	27,7	74,6	nd
Part des jeunes non diplômés au sein de la population des 20-24 ans non inscrite en établissement scolaire en 2014 en % (1)	17,9	18,8	14,0	19,3	24,3	18,9	23,8	20,5	19,1	17,6	19,8	15,0	22,2	19,4	24,6	25,6	51,7	31,9	nd	19,9
Part des diplômés de l'enseignement supérieur au sein de la population des 25-34 ans non inscrite en établissement scolaire en 2014 en % (1)	45,2	37,4	43,5	38,4	31,1	38,5	37,5	54,8	35,9	39,9	43,0	42,2	40,4	43,7	31,9	35,3	19,4	27,7	nd	43,3
Taux des retards de 2 ans et plus en 3ème (année 2016-2017)	1,1	1,2	1,0	1,4	1,4	1,1	1,0	1,6	1,0	1,1	1,1	1,4	1,4	1,2	1,9	1,6	7,9	0,9	14,1	1,4
Part d'élèves entrant en 6ème avec au moins un an de retard, à la rentrée 2016-2017 (1)	9,0	9,8	8,4	10,3	12,4	9,3	10,9	8,8	8,4	8,5	9,1	8,9	10,4	9,3	13,1	11,5	21,1	12,1	31,6	9,7
Part d'élèves demi-pensionnaires et internes dans le second degré en 2015 (2)																				
Ensemble des établissements	66,5	66,4	79,5	69,5	52,0	58,2	60,2	62,4	72,5	76,2	69,7	78,3	62,3	66,9	34,3	56,3	15,9	52,1	16,8	65,6
Établissements en ZUS	44,6	54,1	66,9	43,8	40,8	39,5	38,9	39,7	57,4	63,7	44,2	62,0	39,8	45,7	12,3	36,5	10,2	46,6	nd	45,3
Établissements hors ZUS	67,7	67,4	80,0	71,0	52,8	60,4	61,8	64,4	73,8	76,8	71,0	79,1	63,8	68,4	35,8	57,5	16,1	53,5	16,8	67,0
Taux de scolarisation des enfants de deux ans (Rentrée 2016-2017 en %) (2)																				
	11,6	13,5	31,2	8,4	8,5	10,1	26,6	4,5	10,9	9,7	11,1	15,2	6,5	nd	21,3	33,9	2,3	13,6	4,1	11,9
Formation, Activité en 2014																				
Part des filles de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	82,3	80,5	84,2	80,3	80,5	81,4	81,3	84,5	80,6	81,4	80,3	82,0	81,5	82,3	87,7	87,6	74,1	79,7	nd	82,3
Part des filles de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	9,4	10,1	8,6	10,4	8,7	8,8	6,6	8,1	9,7	9,0	8,4	9,9	8,5	8,6	3,3	2,9	3,7	4,0	nd	8,4
Part des garçons de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	74,2	71,4	77,4	70,5	72,9	73,2	74,6	80,3	72,1	73,5	72,6	71,6	74,5	75,0	79,0	81,1	72,8	73,5	nd	75,1
Part des garçons de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	16,3	18,2	14,5	18,2	15,6	15,6	11,0	10,3	16,4	16,0	14,4	19,2	13,6	14,3	6,6	6,3	5,5	7,5	nd	14,0
Part des filles de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	28,8	23,2	30,1	23,0	24,9	26,9	26,5	33,9	24,2	28,9	17,3	26,5	29,5	29,1	26,9	30,6	16,6	20,7	nd	29,0
Part des filles de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	49,6	51,6	48,5	51,8	41,8	47,2	42,1	46,9	49,1	46,4	49,1	51,3	43,1	46,8	27,4	26,6	24,2	29,2	nd	46,2
Part des garçons de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	23,1	19,1	25,2	18,1	19,2	22,5	23,0	30,2	19,5	23,1	26,3	21,1	24,0	24,3	19,5	23,6	13,7	16,2	nd	24,1
Part des garçons de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	55,7	57,3	54,0	56,1	54,3	53,0	46,7	47,9	54,4	53,0	61,4	58,0	47,9	51,5	33,7	31,0	33,3	35,5	nd	50,9
Formation, Activité en 2016																				
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat d'apprentissage	34 616	13 130	13 043	13 038	1 399	25 601	21 041	58 102	15 783	25 086	23 893	18 032	20 317	283 081	916	797	338	3 592	0	288 724
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat de professionnalisation	19 077	4 105	6 956	2 883	220	9 057	11 881	44 287	5 876	10 113	10 898	8 731	10 865	144 951	392	214	80	2 676	nd	148 312
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Contrat Unique d'Insertion - Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CUI-CAE) (3)	4 661	1 248	1 470	869	153	3 135	2 807	4 569	2 395	2 872	3 179	1 169	2 673	31 200	206	188	334	1 624	589	34 141
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Contrat Unique d'Insertion - Contrat Initiative Emploi (CUI-CIE) (3)	2 441	563	1 063	545	45	1 152	3 432	5 247	905	1 445	1 632	860	936	20 266	430	214	65	1 298	38	22 311
Emplois d'avenir marchands	1 808	628	289	695	109	1 125	1 439	1 977	750	1 426	1 744	448	1 074	13 512	191	413	195	353	71	14 735
Emplois d'avenir non marchands (4)	3 386	1 669	1 013	1 531	189	2 396	4 101	5 490	1 552	3 429	3 566	1 427	2 804	32 553	374	535	291	1 227	220	35 200
Taux de sortie en emploi durable des bénéficiaires de contrats aidés en 2015 (2)																				
CUI-CIE																				
Taux d'insertion (en %)	57,6	58,9	52,2	51,6	56,0	51,1	53,0	54,7	50,1	55,7	53,8	48,9	45,4	nd	nd	nd	nd	nd	nd	53,5
CUI-CAE																				
Taux d'insertion (en %)	31,3	28,6	24,7	29,4	41,1	26,6	23,0	32,1	28,5	29,2	30,3	30,4	28,5	nd	20,3	16,6	11,6	8,2	7,0	26,1

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

(3) Entrées initiales en contrat aidé

(4) Inclut les emplois d'avenir professeurs

Sources : DREES ; MENESR-DEPP, système d'information SCOLARITE et enquête n°16 auprès des établissements privés hors contrat ; DSN ; INSEE, RP ; DARES, Extrapro, base de gestion informatisée des contrats de professionnalisation, calculs Dares

Jeunesse

Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) en 2015 - Service Civique - Missions locales - PAIO en 2016

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Fonds d'Aide à la Jeunesse (FAJ) en 2015																				
Budget FAJ (en euros)	4 079 940	1 592 305	2 722 319	1 494 647	178 744	nd	3 666 022	nd	nd	3 537 424	3 561 159	5 045 224	3 482 332	nd	380 267	355 000	255 074	400 000	nd	nd
Montant des aides individuelles attribuées (en euros)	2 107 715	nd	nd	nd	156 376	nd	nd	2 963 644	nd	2 376 434	2 478 013	nd	2 457 022	nd	344 722	nd	234 381	211 471	nd	nd
Nombre d'aides individuelles attribuées (1)	13 050	nd	14 311	nd	569	13 098	nd	nd	8 537	15 884	12 194	6 810	12 982	nd	1 661	704	490	1 152	nd	nd
Montant moyen de l'aide individuelle attribuée (en euros)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	207,5	nd	478,3	183,6	nd	nd
Nombre de bénéficiaires du FAJ	nd	nd	7 597	nd	280	nd	nd	nd	nd	nd	8 539	5 159	7 655	nd	616	704	490	1 019	nd	nd
Nombre d'entrées de jeunes de 16 à 25 ans dans le dispositif du Service Civique (2)	5 900	2 852	2 380	2 294	220	5 057	7 148	8 753	2 794	5 968	5 709	3 151	5 170	57 396	873	800	878	1 790	396	62 133
Nombre de jeunes en premier accueil dans les réseaux des missions locales et PAIO (3)	49 610	17 304	18 969	15 641	2 128	32 139	43 321	69 681	20 344	40 233	40 239	19 236	38 694	407 539	2 723	3 584	1 558	9 533	2 237	427 174
Part de jeunes accueillis pour la première fois par les missions locales ou les PAIO pour 100 jeunes de 16 à 25 ans (4)	5,3	5,7	5,2	5,7	6,5	4,9	5,8	4,5	5,4	6,4	6,1	4,5	7,1	5,4	6,1	8,8	3,9	8,1	6,2	5,5

(1) Le nombre d'aides attribuées dans l'année est différent du nombre de jeunes aidés ; un jeune peut avoir bénéficié de plusieurs aides au cours de la même année

(2) Attention, ces chiffres correspondent aux départements et régions de résidence des volontaires, et non aux territoires de leur mission comme c'était le cas pour les chiffres de l'année 2015.

(3) Données provisoires à fin décembre 2016

(4) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, enquête FAJ 2015 ; DARES, Parcours 3 ; DJEPVA, Base ELISA - ASP ; Agence du service civique (ASC), traitements INJEP, MEOS



Sources : DREES, DJEPVA-MEOS, DR(D)JSCS, IRCEM.

Pour en savoir plus :

Aide sociale à l'enfance

En dehors des aides financières (allocations mensuelles et de secours), l'aide sociale à l'enfance (ASE) recouvre deux prestations principales : les actions éducatives et les mesures de placement. Ces prestations sont accordées lorsque la santé de l'enfant, sa sécurité, son entretien ou son éducation l'exigent.

Les actions éducatives :

L'action éducative à domicile (AED) est une décision administrative prise par le président du conseil départemental à la demande des parents ou avec leur accord. Elle est exercée en milieu familial pour :

- apporter un soutien éducatif, psychologique aux mineurs, à leur famille, aux mineurs émancipés et aux jeunes majeurs âgés de moins de vingt et un ans. Ce soutien est exercé par des travailleurs sociaux (notamment éducateurs spécialisés et psychologues) appartenant aux services départementaux de l'ASE ou à un service habilité. Ils aident les parents dans l'exercice de leur autorité ou permettent des liens avec les institutions, dont l'école ;
- éviter le placement hors du milieu familial, préparer un placement ou, à l'issue de celui-ci, préparer le retour dans la famille.

L'action éducative en milieu ouvert (AEMO), exercée en vertu d'un mandat judiciaire, poursuit le même but que l'AED, mais contrairement à cette dernière, elle est contraignante à l'égard des familles, puisqu'elle s'impose à elles (ces dernières peuvent faire appel de la décision).

Les mesures de placement des enfants accueillis à l'ASE :

- les mesures administratives sont décidées par le président du conseil départemental sur demande ou en accord avec la famille. Ce sont les accueils provisoires de mineurs, les accueils provisoires de jeunes majeurs et des pupilles de l'État ;
- les mesures judiciaires sont décidées par le juge des enfants. L'enfant est alors confié au service de l'ASE qui détermine les modalités de son placement. Elles comprennent la délégation de l'autorité parentale à l'ASE, le retrait partiel de l'autorité parentale, la tutelle d'État déferée à l'ASE et le placement à l'ASE par le juge au titre de l'assistance éducative ou de l'ordonnance de 1945 sur l'enfance délinquante ;
- les placements directs comprennent le placement par un juge auprès d'un établissement ou d'un tiers digne de confiance et la délégation de l'autorité parentale à un particulier ou à un établissement.

Les établissements d'accueil mère-enfant

Ils accueillent des femmes enceintes ou mères isolées en difficulté. La durée de la prise en charge est de 6 mois renouvelable (maximum 3 ans). L'hébergement permet aux mères de bénéficier d'une formation professionnelle adaptée, de rechercher ou d'exercer un emploi.

Les pouponnières à caractère social

Elles accueillent des enfants, de la naissance à trois ans, qui ne peuvent rester au sein de leur famille ou bénéficier d'un placement familial surveillé. Les enfants y sont orientés à la demande des parents et avec leur accord ou par décision judiciaire.

Les foyers de l'enfance

Ils accueillent, à tout moment, tout mineur en situation difficile nécessitant une aide d'urgence (parfois sous placement judiciaire). Ils sont des lieux d'observation et d'évaluation qui permettent de préparer une orientation du mineur (retour à la famille, placement en famille d'accueil, placement en établissement, adoption).

Les maisons d'enfants à caractère social (MECS)

Elles sont les héritières des orphelinats. Elles accueillent des enfants et adolescents dont les familles ne peuvent assumer la charge et l'éducation du fait de difficultés momentanées ou durables.



Les accueils collectifs de mineurs

Le ministère en charge de la jeunesse réglemente et contrôle les activités liées aux accueils collectifs de mineurs (ACM) exercées durant les périodes autres que scolaires (code de l'action sociale et des familles – articles L227-1 à L227-12). A ce titre, il collecte des informations relatives à l'organisation de ces accueils (nombre de mineurs accueillis, durée des séjours, nombre d'animateurs...).

Les données statistiques sont extraites du Système d'Information des Accueils de Mineurs (SIAM).

Les accueils collectifs de mineurs sans hébergement recensés sont les accueils de loisirs, destinés à des mineurs d'âge scolaire, ainsi que les accueils de jeunes, destinés à des mineurs exclusivement âgés de 14 ans ou plus. Ces accueils se déroulent en dehors du temps scolaire : principalement le mercredi, le samedi, en périscolaire ou encore durant les périodes de congés scolaires (congés scolaires d'automne, de fin d'année, d'hiver, de printemps, au cours du mois de juillet ou au cours du mois d'août).

Le nombre de séjours avec hébergement est estimé à partir des déclarations qui doivent être effectuées dès lors que l'accueil concerne au moins sept mineurs. Par ailleurs, on distingue les séjours « activité accessoire », liés aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes, des autres types de séjours :

- Dans le premier cas, il s'agit de séjours organisés dans le cadre habituel des accueils sans hébergement. Les mineurs qui partent en séjours « activité accessoire » font partie de ceux qui fréquentent régulièrement l'accueil de loisirs ou l'accueil de jeunes au cours de l'année. Ces séjours se déroulent à proximité de l'accueil principal et leur durée ne peut excéder cinq jours.

- Dans le second cas, les séjours peuvent être liés à une réglementation spécifique (séjours sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles) ou non. La durée de ces séjours n'est pas limitée.

Les séjours dans une famille et les accueils de scoutisme ne sont pas comptabilisés.

Les modes d'accueil collectif et familial des jeunes enfants

Les établissements et les services d'accueil, outre leur fonction d'accueil, ont pour mission de veiller à la santé, à la sécurité, au bien-être ainsi qu'au développement des enfants qui leur sont confiés (cf. le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans). La création de ces établissements est préalablement soumise à l'autorisation du président du conseil départemental pour les structures de droit privé et à son avis pour celles créées par les collectivités publiques.

Aide complémentaire :

<http://www.jeunes.gouv.fr/>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er896.pdf>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/documents-de-travail/serie-statistiques/article/l-offre-d-accueil-collectif-des-enfants-de-moins-de-3-ans-en-2013>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er974.pdf>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/fin-2012-les-etablissements-relevant-de-l-aide-sociale-a-l-enfance-offrent-60>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/seriestat48.pdf>



Protection de l'enfance - Aide sociale à l'enfance

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Protection de l'enfance au 31 décembre 2016																				
Nombre de places d'accueil mère-enfant	350	206	138	166	20	407	399	1 648	229	273	585	307	235	4 963	0	19	0	100	0	5 082
Nombre de places en pouponnières à caractère social	106	31	54	0	18	225	108	104	113	12	6	38	54	869	0	0	0	30	0	899
Nombre de places en foyers de l'enfance	936	516	410	430	0	1 147	1 179	1 795	1 387	872	1 103	375	446	10 596	176	91	111	136	0	11 110
Nombre de places en maisons d'enfants à caractère social	6 170	2 591	2 089	2 082	106	4 266	4 713	6 704	2 378	4 309	4 154	3 326	2 582	45 470	228	400	110	335	0	46 543
Nombre de places en structures intermédiaires de placement social	0	0	0	8	0	0	0	208	0	0	1	0	0	217	0	7	0	0	0	224
Lieux de vie et d'accueil	361	158	85	72	6	187	47	18	229	725	413	224	110	2 635	0	7	0	0	0	2 642
Villages d'enfants	65	112	0	202	0	191	215	307	60	48	0	46	129	1 375	0	0	0	0	0	1 375
Nombre de places en établissement d'aide sociale à l'enfance pour 1000 jeunes de 0 à 20 ans	4,1	5,5	3,5	4,8	2,2	4,9	4,2	3,4	5,4	4,7	4,7	4,5	3,1	4,2	3,8	5,8	2,0	2,2	0,0	4,1
Aide sociale à l'enfance au 31 décembre 2016																				
Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance	14 571	7 323	8 272	5 635	332	13 863	21 843	23 494	10 101	14 049	13 277	7 222	7 911	147 893	950	1 210	781	2 092	nd	152 926
Nombre de placements directs par un juge	1 697	588	548	422	58	1 494	2 029	1 866	788	1 996	1 243	803	1 084	14 616	248	218	247	480	nd	15 809
Nombre d'actions éducatives à domicile (AED)	6 903	2 773	3 070	3 762	284	3 766	2 416	7 557	3 596	4 951	5 390	2 525	2 459	49 452	145	410	56	1 460	nd	51 523
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	12 355	5 187	5 468	4 224	392	9 981	16 470	15 023	6 827	10 907	7 614	5 503	8 148	108 099	883	592	436	2 451	nd	112 461
Nombre de mesures d'ASE (mesures de placements et actions éducatives) en % des 0-20 ans au 31/12/2015 (1)	1,7	2,3	2,0	2,2	1,2	2,1	2,6	1,4	2,4	2,2	2,0	1,6	1,5	1,9	1,9	3,1	0,9	2,1	nd	1,9

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources: DREES, FINES ; DR(D)JSCS ; INSEE, estimation de population au 01/01/2016

Accueils collectifs de mineurs sans hébergement (1)

Année scolaire 2016-2017

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Au moins une période d'activité au cours de l'année																				
Nombre de lieux d'accueils de loisirs	3 719	1 511	2 113	1 533	159	2 947	3 884	6 027	1 843	3 635	3 665	2 169	2 507	35 712	200	221	86	458	59	36 736
Nombre de lieux d'accueils de jeunes	72	52	14	27	0	29	30	5	49	31	58	66	93	526	1	0	0	0	0	527
Ensemble des lieux d'accueils	3 748	1 531	2 122	1 541	159	2 957	3 896	6 029	1 860	3 648	3 687	2 198	2 551	35 927	200	221	86	458	59	36 951
Le mercredi																				
Nombre de lieux d'accueils	321	87	520	137	20	163	510	646	150	87	348	452	229	3 670	34	45	6	22	1	3 778
Nombre de places ouvertes	11 264	2 671	21 498	6 419	936	6 158	25 853	34 661	6 151	3 397	13 580	18 917	11 568	163 073	2 517	3 208	301	801	24	169 924
Moins de 6 ans	2 716	514	6 534	2 048	389	1 609	8 226	10 892	1 699	937	3 643	5 025	3 380	47 612	946	1 245	111	191	0	50 105
6-11 ans	4 472	824	10 030	3 409	511	3 114	12 000	16 785	2 870	1 575	6 107	8 114	5 215	75 026	1 361	1 750	165	544	12	78 858
12-17 ans	4 076	1 333	4 934	962	36	1 435	5 627	6 984	1 582	885	3 830	5 778	2 973	40 435	210	213	25	66	12	40 961
Le samedi																				
Nombre de lieux d'accueils	317	102	242	58	2	139	325	294	113	254	258	258	195	2 557	4	1	0	6	1	2 569
Nombre de places ouvertes	8 772	2 521	6 314	1 389	105	4 295	12 009	10 200	3 003	6 776	7 270	7 400	6 509	76 563	545	48	0	324	104	77 584
Moins de 6 ans	626	168	215	0	17	242	1 651	290	67	307	103	8	160	3 854	165	0	0	0	0	4 019
6-11 ans	2 553	622	1 934	319	54	1 668	4 142	3 554	649	2 387	1 941	1 369	1 707	22 899	270	48	0	276	80	23 573
12-17 ans	5 593	1 731	4 165	1 070	34	2 385	6 216	6 356	2 287	4 082	5 226	6 023	4 642	49 810	110	0	0	48	24	49 992
En périscolaire																				
Nombre de lieux d'accueils	2 950	1 276	1 472	1 265	126	2 244	2 760	5 436	1 571	3 262	3 017	1 734	2 113	29 226	172	175	70	366	4	30 013
Nombre de places ouvertes	329 454	113 676	171 154	113 034	15 461	172 528	241 196	638 432	161 679	304 843	330 515	189 414	268 470	3 049 856	16 351	27 717	5 764	30 120	670	3 130 478
Moins de 6 ans	113 705	40 082	62 665	40 423	5 511	58 749	88 386	255 728	54 750	104 950	114 770	71 437	101 485	1 112 641	4 655	9 956	2 455	10 111	148	1 139 966
6-11 ans	204 941	70 294	106 739	69 735	9 920	108 060	144 763	366 944	101 185	190 088	205 607	114 332	159 165	1 851 773	10 783	17 615	3 030	19 635	522	1 903 358
12-17 ans	10 808	3 300	1 750	2 876	30	5 719	8 047	15 760	5 744	9 805	10 138	3 645	7 820	85 442	913	146	279	374	0	87 154
Autres jours																				
Nombre de lieux d'accueils	218	75	237	24	2	81	169	189	51	188	169	231	111	1 745	0	1	1	0	8	1 755
Nombre de places ouvertes	6 092	2 038	6 039	542	84	2 424	5 201	8 283	1 656	4 990	4 455	7 013	4 100	52 917	0	95	65	0	556	53 633
Moins de 6 ans	758	70	162	8	0	93	445	2 752	161	376	194	177	475	5 671	0	0	30	0	121	5 822
6-11 ans	1 372	406	1 834	173	30	902	1 488	3 706	339	1 611	1 069	1 448	1 454	15 832	0	70	30	0	284	16 216
12-17 ans	3 962	1 562	4 043	361	54	1 429	3 268	1 825	1 156	3 003	3 192	5 388	2 171	31 414	0	25	5	0	151	31 595
Congés scolaires de Toussaint																				
Nombre de lieux d'accueils	1 711	712	940	635	46	1 250	1 581	3 118	735	1 488	1 517	1 055	1 070	15 858	41	58	27	109	14	16 107
Nombre de places ouvertes	91 050	29 436	44 343	28 021	2 117	49 431	88 483	201 266	37 200	70 327	72 922	50 454	63 887	828 937	2 503	4 115	1 703	5 410	910	843 578
Moins de 6 ans	28 048	9 137	14 749	9 155	835	16 713	27 767	81 149	10 958	23 713	24 478	15 006	21 889	283 597	1 050	1 640	772	1 689	16	288 764
6-11 ans	45 804	15 154	21 141	14 299	1 196	25 819	46 386	100 863	18 956	34 877	35 614	23 851	32 055	416 015	1 199	2 195	806	2 773	576	423 564
12-17 ans	17 198	5 145	8 453	4 567	86	6 899	14 330	19 254	7 286	11 737	12 830	11 597	9 943	129 325	254	280	125	948	318	131 250

Suite du tableau page suivante



	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Congés scolaires de fin d'année																				
Nombre de lieux d'accueils	1 069	293	644	278	20	412	765	2 602	322	803	731	752	469	9 160	35	58	30	220	35	9 538
Nombre de places ouvertes	55 847	12 972	27 343	13 021	916	16 821	43 990	163 853	15 960	36 177	34 898	34 103	28 395	484 296	2 218	3 592	1 639	15 228	2 849	509 822
Moins de 6 ans	17 750	3 998	9 332	4 396	309	5 596	13 510	63 718	4 507	12 627	11 727	10 170	9 372	167 012	860	1 458	609	4 716	46	174 701
6-11 ans	26 904	6 243	12 581	6 395	546	8 115	21 646	81 454	7 572	17 438	16 487	15 413	14 055	234 849	1 092	1 852	760	9 017	1 767	249 337
12-17 ans	11 193	2 731	5 430	2 230	61	3 110	8 834	18 681	3 881	6 112	6 684	8 520	4 968	82 435	266	282	270	1 495	1 036	85 784
Congés scolaires d'hiver																				
Nombre de lieux d'accueils	1 768	732	958	648	45	1 311	1 621	3 106	732	1 501	1 557	1 064	1 108	16 151	33	28	31	108	12	16 363
Nombre de places ouvertes	94 498	30 621	44 560	28 567	2 276	52 394	90 800	188 502	37 382	70 440	71 836	50 127	64 735	826 738	2 108	2 020	1 839	5 754	705	839 164
Moins de 6 ans	29 453	9 548	14 589	9 339	889	17 433	28 616	76 093	11 119	23 716	24 550	15 095	22 005	282 445	848	690	795	2 002	71	286 851
6-11 ans	47 673	15 811	21 235	14 394	1 297	27 577	47 516	91 374	18 934	34 607	34 827	23 320	32 194	410 759	1 044	1 095	893	2 856	422	417 069
12-17 ans	17 372	5 262	8 736	4 834	90	7 384	14 668	21 035	7 329	12 117	12 459	11 712	10 536	133 534	216	235	151	896	212	135 244
Congés scolaires de printemps																				
Nombre de lieux d'accueils	1 742	746	962	654	52	1 322	1 648	3 054	746	1 514	1 573	1 072	1 114	16 199	31	62	18	71	4	16 385
Nombre de places ouvertes	91 260	31 196	44 395	28 367	2 491	52 529	93 228	183 957	38 383	70 073	73 657	49 862	65 948	825 346	2 044	4 159	1 077	3 515	232	836 373
Moins de 6 ans	28 887	9 692	14 491	9 399	865	17 571	29 710	75 307	11 347	23 751	25 236	15 214	22 654	284 124	834	1 687	509	1 317	46	288 517
6-13 ans	49 932	17 214	23 034	15 429	1 447	29 333	52 663	91 660	21 108	37 620	38 331	25 674	34 906	438 351	1 023	2 158	504	1 884	139	444 059
14-17 ans	12 441	4 290	6 870	3 539	179	5 625	10 855	16 990	5 928	8 702	10 090	8 974	8 388	102 871	187	314	64	314	47	103 797
Mois de juillet																				
Nombre de lieux d'accueils	1 856	794	999	729	51	1 572	2 104	3 010	814	1 581	1 633	1 113	1 235	17 491	86	107	46	225	41	17 996
Nombre de places ouvertes	122 122	41 698	59 306	45 325	3 133	83 800	179 910	210 151	57 377	94 945	92 894	67 994	90 583	1 149 238	6 549	9 624	2 649	16 545	3 107	1 187 712
Moins de 6 ans	36 292	12 606	19 297	14 094	1 093	25 753	51 271	87 628	15 818	31 040	31 139	20 187	29 739	375 957	1 909	2 525	889	4 970	42	386 292
6-13 ans	71 295	23 915	32 464	26 501	1 842	50 292	110 414	106 671	34 467	53 251	50 794	38 176	50 409	650 491	3 682	5 810	1 530	9 931	2 045	673 489
14-17 ans	14 535	5 177	7 545	4 730	198	7 755	18 225	15 852	7 092	10 654	10 961	9 631	10 435	122 790	958	1 289	230	1 644	1 020	127 931
Mois d'août																				
Nombre de lieux d'accueils	1 348	560	862	458	40	904	1 293	2 365	621	1 321	1 218	978	890	12 858	15	22	30	23	26	12 974
Nombre de places ouvertes	79 526	26 134	46 947	25 844	2 272	44 642	93 997	147 271	39 883	73 379	66 844	52 704	61 028	760 471	1 181	1 480	1 490	1 017	2 239	767 878
Moins de 6 ans	24 536	8 381	15 695	8 391	883	14 438	28 095	60 673	11 512	24 657	22 998	16 028	20 439	256 726	442	471	495	393	15	258 542
6-13 ans	45 979	14 626	25 110	14 866	1 309	25 889	55 485	75 091	23 288	40 694	36 171	28 668	33 693	420 869	609	790	847	520	1 388	425 023
14-17 ans	9 011	3 127	6 142	2 587	80	4 315	10 417	11 507			7 675	8 008	6 896	69 765	130	219	148	104	836	71 202

(1) Les accueils de loisirs s'adressent à l'ensemble des mineurs d'âge scolaire tandis que les accueils de jeunes, beaucoup moins nombreux, s'adressent exclusivement à des mineurs âgés de 14 ans ou plus.

Les données proposées cette année ont été estimées comme l'an passé à partir des différents lieux d'accueils recensés. Pour chacun de ces lieux d'accueils, le nombre de places ouvertes a été estimé, pour chaque tranche d'âge, en ne conservant que l'effectif maximal déclaré pour une période d'activité donnée. Auparavant, les données proposées étaient estimées à partir de l'ensemble des déclarations, sans tenir compte des adresses des lieux d'accueils.

La réglementation ayant évolué récemment (cela concerne les déclarations depuis 2015-2016) avec l'inclusion du mercredi après-midi dans le temps périscolaire lorsque la classe a lieu le mercredi matin, la comparaison des données relatives au temps périscolaire (et au mercredi) entre 2015-2016 et les années précédentes doit être effectuée en tenant compte de cette remarque (rupture de série).

Depuis le printemps 2017, les effectifs de places ouvertes font référence aux tranches d'âge 6-13 ans et 14-17 ans et non plus aux tranches d'âge 6-11 ans et 12-17 ans (rupture de série).

Sources : DJEPVA, fichiers SIAM ; traitement INJEP-MEOS
Estimations au 1er novembre 2017

Accueils collectifs de mineurs avec hébergement (1)

Année scolaire 2016-2017

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Séjours de vacances (séjours non spécifiques d'au moins cinq jours)																				
Nombre de séjours de cinq jours ou plus	5 214	96	1 583	494	480	1 175	524	671	1 085	3 101	3 738	1 462	2 356	21 979	46	24	10	154	90	22 303
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	198 831	5 801	51 350	15 860	14 737	36 407	14 042	23 314	32 483	111 339	116 009	46 316	84 945	751 434	1 550	795	290	4 210	2 006	760 285
Dont nombre de mineurs âgés de moins de 6 ans	2 504	0	744	790	0	1 040	708	1 443	1 757	915	1 161	1 029	641	12 732	0	0	0	0	0	12 732
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 11 ans	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0	0	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dont nombre de mineurs âgés de 12 à 17 ans	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0	0	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Nombre de journées	48 263	992	14 242	4 462	6 255	10 039	4 080	4 975	9 410	29 483	33 536	13 056	21 092	199 885	630	314	96	1 236	627	202 788
Nombre de journées enfants	1 959 283	31 456	514 238	163 477	195 551	347 685	112 879	180 858	312 167	1 138 106	1 133 206	478 793	831 551	7 399 250	22 836	12 174	3 061	36 513	13 856	7 487 690
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)																				
Nombre de séjours	403	165	182	98	17	336	180	407	124	539	639	287	300	3 677	2	0	4	20	2	3 705
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	7 562	3 430	3 444	2 148	399	7 186	4 553	10 135	2 665	10 408	11 861	5 697	5 583	75 071	54	0	64	380	42	75 611
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	225	137	121	27	0	65	239	525	56	252	897	436	64	3 044	0	0	0	0	0	3 044
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 6 à 11 ans	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0	0	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 12 à 17 ans	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0	0	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Nombre de journées	1 264	513	591	309	51	1 010	562	1 188	399	1 755	2 046	939	960	11 587	7	0	11	63	8	11 676
Nombre de journées enfants	23 069	10 494	11 093	6 253	1 262	21 316	14 406	28 395	8 258	32 805	37 638	18 623	17 644	231 256	192	0	176	1 228	168	233 020
Séjours spécifiques (sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles)																				
Nombre de séjours	549	187	320	186	16	228	93	116	166	457	436	192	295	3 241	0	6	0	8	2	3 257
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	372	96	216	145	16	131	74	72	122	295	325	120	232	2 216	0	6	0	1	2	2 225
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	15 468	5 801	8 702	4 420	368	6 869	4 099	3 144	5 155	14 519	11 065	6 118	8 358	94 086	0	89	0	213	44	94 432
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	0	0	2	0	0	0	0	0	4	0	2	0	1	9	0	0	0	0	0	9
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 6 à 11 ans	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0	0	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 12 à 17 ans	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0	0	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Nombre de journées	3 164	992	1 992	1 071	127	1 253	710	667	1 086	2 696	2 671	1 096	2 061	19 586	0	35	0	27	16	19 664
Nombre de journées enfants	91 214	31 456	55 929	25 999	2 740	37 753	30 656	19 741	34 397	88 086	66 115	35 676	64 128	583 890	0	515	0	736	352	585 493
Séjours "activité accessoire" aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes (mini-séjours)																				
Nombre de séjours	2 567	828	1 845	1 139	25	1 331	3 506	843	1 735	2 436	1 764	2 239	889	21 147	1	5	7	80	8	21 248
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	695	230	545	231	0	261	723	261	668	561	399	915	216	5 705	0	0	5	12	3	5 725
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	41 462	14 027	29 506	22 630	464	25 818	75 550	14 104	29 482	39 016	29 959	40 081	15 195	377 294	50	103	128	1 912	172	379 659
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	2 762	1 140	2 644	2 209	6	1 911	7 670	2 328	3 134	4 274	2 499	4 217	614	35 408	0	0	0	24	0	35 432
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 6 à 11 ans	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0	0	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 12 à 17 ans	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0	0	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Nombre de journées	8 762	2 860	6 485	3 662	71	4 111	11 323	2 789	6 422	7 925	5 669	8 499	2 918	71 496	3	15	33	283	27	71 857
Nombre de journées enfants	141 046	49 601	106 676	70 365	1 316	77 701	241 507	46 063	108 035	127 313	97 280	153 915	49 976	1 270 794	150	309	609	6 879	581	1 279 322
Ensemble des séjours																				
Nombre de séjours	8 733	2 366	3 930	1 917	538	3 070	4 303	2 037	3 110	6 533	6 577	4 180	3 840	51 134	49	35	21	262	102	51 603
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	6 281	1 512	2 344	870	496	1 567	1 321	1 004	1 875	3 957	4 462	2 497	2 804	30 990	46	30	15	167	95	31 343
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	263 323	69 682	93 002	45 058	15 968	76 280	98 244	50 697	69 785	175 282	168 894	98 212	114 081	1 338 508	1 654	987	482	6 715	2 264	1 350 610
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	5 491	4 609	3 511	3 026	6	3 016	8 617	4 296	4 951	5 441	4 559	5 682	1 320	54 525	0	0	0	24	0	54 549
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 6 à 11 ans	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0	0	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 12 à 17 ans	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0	0	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Nombre de journées	61 453	15 051	23 310	9 504	6 504	16 413	16 675	9 619	17 317	41 859	43 922	23 590	27 031	312 248	640	364	140	1 609	678	315 679
Nombre de journées enfants	2 214 612	571 681	687 936	266 094	200 869	484 455	399 448	275 057	462 857	1 386 310	1 334 239	687 007	963 299	9 933 864	23 178	12 998	3 846	45 356	14 957	10 034 199

(1) Les séjours «activité accessoire» sont organisés dans le cadre des accueils de loisirs ou des accueils de jeunes dont l'activité se déroule habituellement sans hébergement. La durée d'un tel séjour ne peut dépasser cinq jours.

Au cours d'une année, un mineur est comptabilisé autant de fois que le nombre de séjours auquel il participe.

Le nombre de journées correspond à la somme des durées des séjours.

Une journée enfant correspond à l'accueil d'un enfant pendant une journée. Un séjour de 10 jours accueillant 12 enfants correspond à un volume d'activité de 120 journées enfants.

Depuis le printemps 2017, les effectifs de places ouvertes font référence aux tranches d'âge 6-13 ans et 14-17 ans et non plus aux tranches d'âge 6-11 ans et 12-17 ans (rupture de série).

Sources : DJEPVA, fichiers SIAM ; traitement INJEP-MEOS, données estimées à partir des déclarations de séjours
Estimations au 1er novembre 2017

Accueil des enfants d'âge préscolaire

Places agréées par la PMI au 31.12.2015 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière	
Accueil collectif	45 420	10 988	11 117	9 435	1 764	26 911	20 110	124 288	11 224	23 845	32 833	14 593	37 197	369 725	2 593	3 259	569	5 584	nd	381 730	
Crèches collectives (y compris parentales)	3 414	1 911	935	1 165	90	4 097	4 480	54 832	2 231	1 276	3 832	3 568	1 146	82 977	1 630	1 422	340	3 586	nd	89 955	
Haltes garderies	1 755	716	1 210	1 142	44	1 484	2 506	5 880	885	921	1 159	1 391	859	19 952	52	0	0	49	nd	20 053	
Jardins d'enfants	1 029	73	132	85	22	1 244	463	3 231	84	100	556	44	1 263	8 326	275	505	0	974	nd	10 080	
Jardins d'éveil	0	24	0	24	0	20	0	0	0	0	16	0	0	84	0	25	0	0	nd	109	
Multi-accueil	39 222	8 264	8 840	7 019	1 608	20 066	12 661	60 345	8 024	21 548	27 270	9 590	33 929	258 386	636	1 307	229	975	nd	261 533	
Taux d'équipement en accueil collectif																					
pour 1 000 enfants nés au cours des trois dernières années	195,7	124,5	108,0	111,7	194,5	148,4	89,2	249,0	102,1	138,3	180,1	113,2	223,9	170,3	200,0	296,8	32,0	150,4	nd	169,7	
Accueil familial																					
Places	2 833	1 045	1 325	2 023	32	3 112	3 131	20 794	1 131	4 283	3 724	1 358	2 859	47 650	0	20	79	90	nd	47 839	
Enfants inscrits	4 274	1 453	1 740	2 592	46	4 457	4 162	29 975	1 558	6 544	5 582	3 069	4 207	69 659	0	32	84	135	nd	69 910	
Personnes salariées employées par des particuliers (2ème trimestre 2014)																					
Assistantes maternelles	44 280	17 917	19 283	15 286	429	29 882	33 531	37 856	21 681	27 037	20 777	28 484	13 181	309 624	541	356	180	1 055	nd	311 756	
Garde d'enfants à domicile	8 161	1 208	2 713	1 554	89	2 511	3 981	37 134	1 997	3 692	3 631	3 621	2 846	73 138	146	85	135	1 130	nd	74 634	

Sources : DREES, Enquête Aide sociale 2015 (Volet PMI) ; Statistiques départementales des conseils départementaux ; IRCEM



Sources : DREES, MVJS-DJEPVA-Direction des Sports, MESR

Pour en savoir plus :

Formation aux professions de santé et aux professions sociales

Ces enquêtes réalisées annuellement ont pour objectif principal de dénombrer et d'identifier les établissements de formation et de recueillir des informations sur le nombre et les caractéristiques des étudiants ou élèves en formation (sexe, âge, niveau de formation générale, modes de prise en charge financière, redoublements, etc.).

Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport

Le ministère en charge des Sports met en place des formations et délivre des diplômes d'État qui couvrent l'ensemble des secteurs de l'animation sportive et socioculturelle. Ces diplômes permettent aux animateurs et aux éducateurs d'exercer leur activité contre rémunération (code du sport – article L2121) et d'encadrer des jeunes ou des adultes en tant que :

- **Assistant animateur**, avec un BAPAAT, brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien, diplôme de niveau V
- **Animateur**, avec un BPJEPS socioculturel, brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau IV
- **Éducateur sportif**, avec un BEES I, brevet d'Etat d'éducateur sportif, diplôme de niveau IV, ou un BPJEPS sport
- **Cadre dans le sport ou le secteur socioculturel**, avec un DEJEPS, diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau III, ou un DESJEPS, diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau II

À noter qu'il existe aussi des DEMM, Diplômes d'État des Métiers de la Montagne, qui répondent à des besoins spécifiques liés au lieu de pratique.

Par ailleurs, deux autres diplômes permettent d'encadrer et d'animer dans les structures d'accueils collectifs de mineurs (ACM) en tant que :

- **Animateur**, avec un BAFA, brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur
- **Directeur**, avec un BAFD, brevet d'aptitude aux fonctions de directeur

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche délivre également des diplômes dans le champ du sport et de l'animation :

- **DUT carrières sociales** (option animation sociale et socioculturelle), diplôme de niveau III
- **STAPS**, sciences et techniques des activités physiques et sportives, diplômes le plus souvent de niveaux II et I

Aide complémentaire :

<http://www.sports.gouv.fr/>

<http://www.res.sports.gouv.fr/>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/7-800-etudiants-en-formation-d-assistant-de-service-social-en-2016>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/documents-de-travail/serie-statistiques/article/la-formation-aux-professions-de-la-sante-en-2015-hors-professions-medicales-et>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/une-baisse-de-7-des-etudiants-inscrits-en-formationen-sociales-entre-2010-et>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/profil-des-infirmiers-en-formation-en-2014>



Sports

Fédérations sportives

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Fédérations sportives (juillet 2017)																				
Clubs (données de l'année 2016 estimées au 19 juillet 2017) (1)																				
Fédérations unisport olympiques	7 933	3 262	4 025	3 220	465	6 358	5 613	7 545	3 611	6 937	6 122	4 422	4 168	63 681	424	362	241	661	261	65 630
Fédérations unisport non olympiques	6 176	1 998	1 872	1 690	245	3 070	2 613	5 022	1 793	4 763	5 524	1 961	3 689	40 416	182	207	85	566	33	41 489
Fédérations multisports	7 343	2 329	3 261	2 719	195	4 921	4 874	6 398	2 311	5 946	5 328	3 643	3 428	52 696	287	223	112	463	63	53 844
Total clubs affiliés à une fédération	21 452	7 589	9 158	7 629	905	14 349	13 100	18 965	7 715	17 646	16 974	10 026	11 285	156 793	893	792	438	1 690	357	160 963
Licences (données de l'année 2016 estimées au 19 juillet 2017) (1)																				
Fédérations unisport olympiques	1 088 498	347 117	481 073	362 311	38 513	734 832	712 716	1 405 967	449 324	828 178	757 474	575 679	617 612	8 399 294	42 926	35 534	24 450	82 508	17 708	8 602 420
Part des licences féminines	31,1	31,3	28,8	31,6	28,9	31,5	28,9	30,5	31,7	31,1	30,6	29,1	32,1	30,7	30,1	30,7	31,9	29,4	17,9	30,6
Fédérations unisport non olympiques	287 399	85 181	105 419	82 451	9 801	142 613	124 880	310 945	89 285	223 301	253 748	105 330	198 482	2 018 835	7 613	7 716	2 479	22 518	1 496	2 060 657
Part des licences féminines	29,4	30,9	36,0	33,7	21,5	31,6	31,5	33,5	33,0	31,7	29,4	32,2	31,0	31,6	35,4	33,6	31,2	33,1	25,9	31,6
Fédérations multisports	671 712	193 857	303 823	197 490	18 558	401 051	414 281	709 071	188 968	451 400	382 498	341 018	339 705	4 613 432	19 455	13 220	12 317	56 178	8 803	4 723 405
Part des licences féminines	55,3	55,1	54,8	56,0	46,5	53,0	52,7	51,1	56,3	54,3	53,1	55,1	48,6	53,0	44,8	41,5	46,3	48,1	44,1	52,8
Dont Fédération Handisport	3 398	1 477	696	1 060	515	3 042	2 640	3 433	787	2 925	2 798	1 365	2 207	26 343	72	127	56	295	0	26 893
Part des licences féminines	30,5	35,9	26,1	25,3	25,0	32,1	29,0	26,1	26,7	28,2	29,1	26,5	35,0	29,8	36,1	26,0	28,6	31,2	0,0	29,8
Dont Fédération du sport adapté	2 367	481	478	781	242	986	1 184	1 175	709	2 797	1 897	811	1 247	15 155	11	4	6	94	0	15 270
Total des licences sportives délivrées	2 047 609	626 155	890 315	642 252	66 872	1 278 496	1 251 877	2 425 983	727 577	1 502 879	1 393 720	1 022 027	1 155 799	15 031 561	69 994	56 470	39 246	161 204	28 007	15 386 482
Part des licences féminines	38,8	38,6	38,6	39,4	32,7	38,3	37,0	36,9	38,2	38,2	36,6	38,1	36,8	37,8	34,8	33,6	36,4	36,4	26,6	37,7
Taux de licences sportives pour 100 habitants	25,8	22,2	26,9	24,8	20,2	23,0	20,8	20,0	21,8	25,3	23,9	27,3	23,0	23,3	17,7	15,0	14,9	18,9	11,9	23,1
Encadrement du sport fédéral (données au 1er septembre 2017) (2)																				
Nombre de Conseillers techniques nationaux et régionaux affectés dans les services déconcentrés (H/F)	146	47	50	35	4	69	45	365	28	114	118	39	80	1 140	10	5	2	10	nd	1 167
Hommes	127	37	39	24	3	57	37	286	24	95	90	36	64	919	9	4	1	10	nd	943
Femmes	19	10	11	11	1	12	8	79	4	19	28	3	16	221	1	1	1	0	nd	224

(1) Totaux régionaux y compris les non-répartis par département / Total France métropolitaine y compris les non-répartis par département et par région

(2) Il s'agit de l'ensemble des conseillers techniques régionaux et nationaux affectés en région. France entière hors Mayotte

Sources : Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), MEOS, Direction des Sports, CGOCTS



Sports

Équipements sportifs - Sports de haut niveau - Pôles sportifs

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Équipements sportifs (hors sports de nature) (données au 7 novembre 2017)																				
Ensemble des équipements hors sports de nature	31 785	14 644	15 675	13 636	1 078	27 955	24 215	27 961	15 216	29 517	28 210	18 658	15 791	264 341	1 029	965	706	2 415	296	269 752
Terrains de grands jeux (foot, rugby..)	4 963	2 758	2 972	2 229	189	5 096	4 545	2 811	2 694	4 921	4 149	3 119	1 559	42 005	229	190	120	314	75	42 933
Courts de tennis	5 472	1 962	1 716	1 913	240	3 768	2 592	5 399	2 234	4 896	4 630	2 203	2 997	40 022	115	98	55	200	13	40 503
Bassins de natation	878	374	258	317	43	448	388	735	288	745	788	449	492	6 203	20	21	29	96	1	6 370
Boulodromes	3 627	1 568	2 318	1 964	9	2 718	3 325	1 359	1 880	2 732	3 102	2 576	1 235	28 413	53	87	25	207	13	28 798
Taux d'équipement en équipements sportifs (hors sports de nature) pour 100 habitants	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,5	0,4	0,2	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,4
Sportifs en lien avec le sport de haut niveau (données au 20 novembre 2017)																				
Nombre de sportifs en catégorie Élite	123	16	29	28	1	54	26	154	27	72	71	37	78	716	2	3	0	6	0	727
Nombre de sportifs en catégorie Senior	229	36	65	19	3	71	67	215	42	118	123	56	131	1 175	1	1	0	6	0	1 183
Nombre de sportifs en catégorie Jeune (relève)	448	89	113	75	0	186	207	454	105	249	249	164	247	2 586	18	8	2	23	0	2 637
Nombre de sportifs en catégorie Reconversion	26	2	7	5	0	5	12	49	3	8	11	5	13	146	1	0	0	6	0	153
Nombre total de sportifs de haut niveau (1)	826	143	214	127	4	316	312	872	177	447	454	262	469	4 623	22	12	2	41	0	4 700
Nombre de sportifs en catégorie Espoir	1 031	307	347	219	52	540	469	671	286	662	685	303	630	6 202	98	70	25	125	3	6 523
Nombre de sportifs en collectif national	231	61	63	68	9	155	120	411	73	235	239	67	166	1 898	4	2	5	24	0	1 933
Pôles sportifs labellisés et structures associées (données au 20 novembre 2017)																				
Nombre de pôles France	9	2	1	2	0	6	2	28	0	5	17	4	11	87	0	0	0	0	nd	87
Nombre de pôles France Jeune	3	3	0	4	0	8	3	4	0	10	4	4	6	49	1	0	0	0	nd	50
Nombre de structures associées (2)	0	1	0	3	0	3	0	3	2	0	17	1	2	32	0	0	0	0	nd	32
Nombre de pôles espoirs	26	22	10	9	2	34	22	20	16	27	30	16	32	266	9	3	2	9	nd	289
Nombre total des pôles sportifs labellisés et de structures associées	38	28	11	18	2	51	27	55	18	42	68	25	51	434	10	3	2	9	nd	458

(1) Un sportif est de haut niveau s'il est inscrit sur l'une des 4 listes suivantes : élite, seniors, jeunes ou reconversion

(2) Non réparti Hauts-de-France - Il s'agit du «Schéma d'Entraînement Régional de badminton au sein de la région Hauts-de-France». Son fonctionnement s'organise sur l'ensemble de la région Hauts-de-France

Source : Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, Direction des Sports, base de données «portail de suivi quotidien du sportif», RES



Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation aux professions sociales (nombre de diplômes délivrés en 2016 - y compris Validation des Acquis d'Expérience partielle)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Diplômes de niveau V																				
Aides médico-psychologiques	999	278	340	201	28	478	588	1 073	309	674	526	444	525	6 463	57	86	6	98	0	6 710
Auxiliaires de vie sociale	543	52	250	52	18	171	367	290	84	166	243	112	192	2 540	5	87	0	26	0	2 658
Assistants familiaux	213	64	120	58	3	121	428	168	69	177	160	49	28	1 658	0	0	0	0	0	1 658
Diplômes de niveau IV																				
Techniciens de l'intervention sociale et familiale	52	8	47	11	0	36	43	56	13	32	30	14	22	364	0	8	3	0	0	375
Moniteurs éducateurs	405	93	141	138	1	221	333	450	104	283	269	36	260	2 734	10	17	7	43	0	2 811
Diplômes de niveau III																				
Assistants de service social	288	59	129	74	0	162	242	408	105	151	140	52	146	1 956	7	15	9	26	0	2 013
Éducateurs spécialisés	447	128	207	191	12	366	471	886	183	364	359	109	255	3 978	15	11	12	52	0	4 068
Éducateurs de jeunes enfants	152	57	41	45	5	160	103	589	30	99	127	83	80	1 571	5	10	0	33	0	1 619
Éducateurs techniques spécialisés	23	24	25	20	0	22	17	9	5	20	23	0	8	196	0	0	0	0	0	196
Conseillers en économie sociale familiale	137	54	75	59	0	122	92	134	40	132	150	110	77	1 182	0	0	0	12	0	1 194
Diplômes de niveau II																				
Médiateur familial	0	0	1	0	0	15	0	28	1	5	8	9	0	67	0	0	0	0	0	67
Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS)	116	49	67	38	0	90	53	325	51	119	86	25	132	1 151	5	18	1	3	0	1 178
Diplômes de niveau I																				
Diplôme supérieur en travail social / Ingénierie sociale (DEIS)	21	4	10	0	0	10	6	33	7	24	17	8	14	154	0	0	0	5	0	159
Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement et de service d'intervention sociale (CAFDES)	30	38	14	6	0	29	26	52	7	30	32	17	21	302	0	0	0	1	0	303

Source: DREES, enquête écoles de formation 2016



Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation aux professions de santé (nombre de diplômes délivrés en 2016 - y compris Validation des Acquis de l'Expérience partielle)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Diplômes de niveau V																				
Aides soignants	3 140	1 043	1 325	1 068	87	1 970	1 724	3 292	1 196	2 290	1 660	1 332	2 331	22 458	63	59	26	109	15	22 730
Ambulanciers	349	122	272	82	42	338	275	535	97	289	368	111	349	3 229	25	0	0	45	0	3 299
Auxiliaires de puériculture	740	105	125	68	27	413	175	1 835	117	217	218	82	546	4 668	22	24	24	45	0	4 783
Diplômes de niveau III																				
Masseurs kinésithérapeutes	274	137	125	86	0	210	294	526	159	223	171	133	217	2 555	0	16	0	19	0	2 590
Manipulateurs en électroradiologie	101	0	18	23	0	56	24	96	17	57	74	28	39	533	0	0	0	0	0	533
Ergothérapeutes	52	0	70	32	0	68	111	167	79	66	78	19	45	787	0	0	0	19	0	806
Psychomotriciens	60	0	0	0	0	25	68	442	0	60	41	0	158	854	0	0	0	22	0	876
Pédicures-podologues	0	0	41	0	0	0	56	388	0	30	20	28	26	589	0	0	0	0	0	589
Préparateur en pharmacie	54	0	0	46	0	55	53	79	0	35	38	0	42	402	0	0	0	0	0	402
Techniciens en analyses biomédicales	48	0	0	16	0	0	16	27	0	0	0	0	0	107	0	0	0	0	0	107
Diplômes de niveau II																				
Infirmiers diplômés d'État	3 281	1 178	1 076	997	107	2 411	2 740	4 900	1 324	2 389	1 866	1 033	2 184	25 486	125	54	49	194	29	25 937
Sages-femmes	114	37	42	29	0	96	91	124	52	67	97	50	57	856	0	11	0	13	0	880
Formations complémentaires (nombre de diplômes délivrés)																				
Infirmiers de bloc opératoire	29	0	13	0	0	36	23	41	7	17	28	0	24	218	0	0	0	9	0	227
Infirmiers anesthésistes	66	25	29	15	0	44	43	132	23	46	47	19	44	533	9	0	0	0	0	542
Puéricultrices	132	42	28	39	0	116	101	229	46	38	129	87	78	1 065	12	0	9	20	0	1 106
Cadres de santé	183	47	55	36	0	117	181	331	63	100	80	71	151	1 415	0	0	0	0	0	1 415

Source : DREES, enquête écoles de formation 2016



Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport (nombre de diplômes délivrés en 2016)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Diplômes non professionnels																				
Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA)	5 760	1 755	2 873	1 739	94	3 569	7 600	10 772	2 455	4 404	5 541	3 138	3 624	53 324	252	318	202	507	196	54 799
Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD)	128	77	90	85	5	188	186	410	95	210	163	124	84	1 845	18	9	10	18	3	1 903
Diplômes de niveau V																				
Brevet d'Aptitude Professionnelle d'Assistant Animateur Technicien (BAPAAT)	75	46	0	7	0	0	9	22	49	6	81	0	233	528	0	0	0	46	0	574
Diplômes de niveau IV																				
Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (BP JEPS)	1 473	432	764	357	44	789	731	1 923	601	1 401	1 257	954	1 574	12 300	88	39	13	132	0	12 572
BEES 1er degré	1	3	1	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	7	0	0	0	0	0	7
Brevet d'État. Alpinisme, accompagnateur de moyenne montagne	19	0	0	0	21	20	0	0	0	0	45	0	49	154	0	0	0	0	0	154
Diplômes de niveau III																				
Diplôme Universitaire de Technologie (DUT) Carrière sociale option Animation sociale et socioculturelle	27	42	84	77	0	0	5	120	47	173	46	0	26	647	0	0	0	0	0	647
Diplôme d'État de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DE JEPS)	686	118	100	55	9	136	154	562	121	256	389	161	397	3 144	18	5	0	30	0	3 197
Diplôme d'État des Métiers de la Montagne (DEMM) : moniteur national de ski alpin	504	297	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	803	0	0	0	0	0	803
Diplômes de niveau II																				
Brevet d'État d'Éducateur Sportif (BEES) 2° degré	1	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	20	0	0	0	0	0	20
Diplôme d'État Supérieur de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DESJEPS)	34	7	5	2	11	13	45	264	8	24	32	48	31	524	0	2	0	0	0	526
Brevet d'État. Alpinisme, guide de haute montagne	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38	0	0	0	0	0	38
Autres diplômes																				
Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS)	1 511	505	670	259	15	759	963	1 307	533	753	1 117	556	775	9 723	52	0	0	112	0	9 887

Sources : Ministère en charge de l'enseignement supérieur (diplômes STAPS et DUT carrière sociale et animation) et Ministère en charge des sports (direction des Sports, Forôme Exploit) pour les autres diplômes professionnels du champ «sport et animation» ; DJEPVA, base de données BAFA-BAFD



Activité, Emploi associatif et Sport

Nombre d'établissements et de salariés

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	France métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	France entière
Nombre d'établissements associatifs employeurs en 2015	24 363	7 959	10 678	7 533	947	12 998	13 176	29 921	8 753	18 062	19 126	12 875	14 325	180 716	1 073	1 009	441	1 906	nd	185 145
dont action sociale	4 388	1 539	1 421	1 262	203	3 065	2 864	4 417	1 505	3 282	3 064	2 020	2 369	31 399	304	235	90	395	nd	32 423
dont enseignement	2 643	678	1 883	723	78	1 648	1 496	2 980	890	1 876	1 847	2 171	1 379	20 292	133	78	32	124	nd	20 659
dont santé humaine	550	239	212	126	14	365	318	626	173	325	349	250	274	3 821	26	21	12	34	nd	3 914
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	5 132	1 463	2 289	1 841	202	1 896	2 992	4 700	2 146	4 088	3 806	2 787	2 601	35 943	115	144	55	344	nd	36 601
dont arts, spectacles et activités récréatives	2 840	947	1 029	741	84	1 221	1 265	5 136	789	2 163	2 562	1 191	1 846	21 814	39	48	17	148	nd	22 066
dont autres établissements associatifs	8 810	3 093	3 844	2 840	366	4 803	4 241	12 062	3 250	6 328	7 498	4 456	5 856	67 447	456	483	235	861	nd	69 482
Nombre de salariés dans les établissements associatifs en 2015	239 656	78 241	108 557	62 156	6 878	152 913	176 527	299 956	89 116	162 449	168 068	127 550	133 685	1 805 752	10 752	10 570	4 007	21 002	nd	1 852 083
dont action sociale	115 569	41 784	45 531	34 478	4 313	87 546	95 173	117 984	48 339	87 641	92 773	56 746	64 299	892 176	4 937	4 075	1 547	8 241	nd	910 976
dont enseignement	47 163	11 577	31 164	9 584	588	18 812	35 939	59 380	16 269	24 512	23 551	35 379	20 968	334 886	1 852	1 422	532	1 997	nd	340 689
dont santé humaine	19 280	5 434	6 390	2 176	170	13 085	11 290	31 022	3 886	8 728	10 291	6 392	12 072	130 216	524	474	560	854	nd	132 628
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	10 547	1 926	4 075	2 148	413	3 673	4 106	22 247	3 351	8 093	8 219	5 149	6 547	80 494	410	592	151	1 590	nd	83 237
dont arts, spectacles et activités récréatives	3 972	1 138	1 411	732	77	1 790	2 162	7 286	1 176	2 872	2 806	1 247	2 781	29 450	119	322	29	323	nd	30 243
dont autres établissements associatifs	43 125	16 382	19 986	13 038	1 317	28 007	27 857	62 037	16 095	30 603	30 428	22 637	27 018	338 530	2 910	3 685	1 188	7 997	nd	354 310
Part de l'emploi associatif en ETP dans l'emploi total en %	8,2	8,4	9,8	7,3	6,2	8,2	8,9	5,1	7,9	8,3	8,8	9,5	7,6	7,6	8,8	7,9	7,1	8,5	nd	7,6
Salariés du secteur privé dans diverses activités associées au sport au 31 décembre 2016																				
Nombre de postes salariés du secteur privé dans le secteur sportif au 31 décembre 2016 (1)	16 745	4 270	6 831	4 487	780	7 240	8 029	30 053	6 011	11 560	10 280	7 476	10 143	123 905	328	539	187	1 029	0	125 988
dont gestion d'installations sportives	2 531	510	1 029	486	75	840	1 469	4 574	962	1 733	1 037	1 012	1 573	17 831	34	119	13	76	0	18 073
dont activités de clubs de sport	10 780	2 777	4 662	3 363	590	3 588	5 403	19 695	4 284	7 878	7 383	5 566	6 275	82 244	194	281	146	686	0	83 551
dont activités des centres de culture physique	894	256	288	183	44	443	518	1 769	349	633	739	312	765	7 193	1	22	19	62	0	7 297
dont autres activités liées au sport	1 604	480	336	186	25	799	263	2 418	164	441	467	343	716	8 242	71	82	1	138	0	8 534
dont enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs (2)	936	247	516	269	46	1 570	376	1 597	252	875	654	243	814	8 395	28	35	8	67	0	8 533
Nombre de salariés dans les principales autres activités associées au sport en 2016 (3)	18 337	2 355	3 599	2 029	413	4 262	5 246	8 492	2 367	7 150	7 018	6 828	8 259	76 355	238	292	57	570	0	77 512
dont construction bateaux de plaisance	11	54	644	40	0	8	65	12	106	2 190	340	3 755	146	7 371	5	1	0	0	0	7 377
dont fabrication de bicyclettes et véhicule pour invalides	386	239	11	307	0	423	31	7	30	5	23	326	5	1 793	0	0	0	4	0	1 797
dont fabrication d'articles de sports	1 801	282	253	356	6	361	361	120	196	148	79	139	277	4 379	0	0	0	15	0	4 394
dont commerce de détail d'articles de sports en magasins spécialisés	9 762	1 562	2 569	1 319	307	3 259	4 749	7 873	2 001	4 438	4 805	2 528	5 954	51 126	192	212	52	545	0	52 127
Téléphériques et remontées mécaniques	5 839	83	0	0	0	85	0	0	0	196	1 385	0	1 537	9 125	0	0	0	0	0	9 125
dont location et location-bail d'articles de loisirs et de sports	538	135	122	7	100	126	40	480	34	173	386	80	340	2 561	41	79	5	6	0	2 692

(1) Le secteur sportif regroupe les classes suivantes : gestion d'installations sportives (NAF 93.11Z), activités de clubs de sport (NAF 93.12Z), activités des centres de culture physique (NAF 93.13Z), autres activités liées au sport (NAF 93.19Z), enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisir (NAF 85.51Z).

(2) Non compris les postes d'enseignants d'éducation physique et sportive des établissements scolaires et universitaires, publics ou privés sous contrat

(3) Activités économiques concourant essentiellement à la mise à disposition de biens ou de services nécessaires à la pratique du sport. Exemples : construction de bateaux de plaisance (NAF 30.12Z), fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides (NAF 30.92Z), fabrication d'articles de sport (NAF 32.30Z), commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé (NAF 47.64Z), téléphériques et remontées mécaniques (NAF 49.39C), location et location-bail d'articles de loisir et de sport (NAF 77.21Z)

Sources : INSEE-CLAP (associations employeuses) ; base de données Séquoia de l'ACOSS et des URSSAF

AAH	Allocation aux adultes handicapés	DR(D)JSCS	Direction régionale (et départementale) de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale
ACOSS	Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale	EHPAD	Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
ADF	Assemblée des départements de France	ERASME	Extraction, Recherche, Analyse, Suivi Médico Économique
AED	Action éducative à domicile	ESAT	Établissement ou Service d'Aide par le Travail
AEMO	Action éducative en milieu ouvert	ESCAPAD	Enquête sur la santé et les consommations lors de l'appel de préparation à la défense
APA	Allocation personnalisée d'autonomie	FAJ	Fonds d'Aide aux Jeunes
ASE	Aide sociale à l'enfance	FAM	Foyer d'Accueil Médicalisé
ASP	Agence de services et de paiement	FINESS	Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux
ASPA	Allocation de solidarité aux personnes âgées	FiLoSoFi	Fichier localisé social et fiscal
ASS	Allocation de solidarité spécifique	FJT	Foyers de jeunes travailleurs
ASV	Allocation supplémentaire vieillesse	FSV	Fonds solidarité Vieillesse
CADA	Centre d'accueil de demandeurs d'asile	FTM	Foyers de Travailleurs Migrants
CAE	Contrat d'accompagnement dans l'emploi	GIP	Groupement d'intérêt public
CCMSA	Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole	IEM	Instituts d'Éducation Motrice
CDAPH	Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées	INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
CGET	Commissariat général à l'égalité des territoires	INJEP	Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
CHRS	Centre d'hébergement et de réinsertion sociale	IRCEM	Institution de Retraite Complémentaire des Employés de Maison
CIE	Contrat Initiative Emploi	ISD	Indicateurs sociaux départementaux
CLAP	Connaissance locale de l'appareil productif	ITEP	Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique
CMUC	Couverture maladie universelle complémentaire	IVG	Interruption volontaire de grossesse
CNAF	Caisse Nationale d'Allocations Familiales	JDC	Journée défense et citoyenneté
CNAMTS	Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés	MAS	Maison d'Accueil Spécialisée
CNAV	Caisse nationale d'assurance vieillesse	MEOS	Mission des études, de l'observation et des statistiques
CNSA	Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie	MEN	Ministère de l'éducation nationale
CUI	Contrat Unique d'Insertion	MENESR	Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
DALO	Droit Au Logement Opposable	MSJEPVA	Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
DARES	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques	MVJS	Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
DEPP	Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance	MSA	Mutualité sociale agricole
DGCS	Direction générale de la cohésion sociale	ODAS	Observatoire de l'Action Sociale Décentralisée
DJEPVA	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative		
DREES	Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques		

OFDT	Observatoire français des drogues et des toxicomanies
OFPRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides
PAIO	Permanence d'accueil, d'information et d'orientation
PCH	Prestation de Compensation du Handicap
RSA	Revenu de solidarité active
SAE	Statistique Annuelle des Établissements
SAMSAH	Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés
SAVS	Service d'Accompagnement à la Vie Sociale
SESSAD	Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile
SIAM	Système d'information des accueils de mineurs
SPASAD	Service polyvalent d'aide et de soins à domicile
SSIAD	Service de soins infirmiers à domicile
USLD	Unité de soins de longue durée
VAE	Validation des Acquis de l'Expérience
ZUS	Zone urbaine sensible



DRDJSCS Auvergne-Rhône-Alpes

Mission Communication, Observation, Études, Statistiques
Cité administrative
245, rue Garibaldi
69422 LYON CEDEX 03
www.rhone-alpes.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS de Bourgogne-Franche-Comté

Centre de Ressources
Observation/Enquêtes/Statistiques
10, bd. Carnot
BP 13430
21034 DIJON Cedex
www.bourgogne.drjscs.gouv.fr

DRJSCS de Bretagne

Mission Observation/Appui/Expertise
4, avenue du Bois L'Abbé
CS 94323
35043 RENNES Cedex
www.bretagne.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS du Centre-Val de Loire, Loiret

Service Observation Études
122, rue du faubourg Bannier
CS 74204
45042 ORLÉANS Cedex 1
<http://centre-val-de-loire.drdjscs.gouv.fr/>

DRJSCS de Corse

Mission Pilotage, Expertise, Appui,
Service Observation Statistique
Immeuble Castellani
quartier St Joseph
CS 13001
20700 AJACCIO Cedex 09
www.corse.drjscs.gouv.fr

DRJSCS Grand Est

Mission Observation, Audit, Évaluation, Ingénierie
Cité Administrative Gaujot
14 rue du Maréchal Juin
CS 50016
67084 STRASBOURG Cedex
www.alsace.drjscs.gouv.fr

DJSCS de Guadeloupe

Mission Observation Sociale et Statistiques
323, bd du Général de Gaulle
97100 Basse-Terre
www.guadeloupe.drjscs.gouv.fr

DJSCS de Guyane

Service Observation, Cohésion Sociale et Égalité des Droits (OCSED)
2100 route de Cabassou
Lieu-dit « La verdure »
CS 35001
97305 Cayenne Cedex
www.guyane.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS des Hauts-de-France

Pôle Appui aux politiques
20 Square Friant. Les 4 chênes
80039 AMIENS Cedex 01
www.nord-pas-de-calais.drjscs.gouv.fr

DRIHL d'Ile-de-France

Service des observatoires, études et évaluations
À l'attention de Catherine Wintgens
5, rue Leblanc
75911 PARIS Cedex 15
www.drihl.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

DRJSCS Ile-de-France

Mission d'Observation, d'Expertise et d'Appui
6/8, rue Eugène Oudiné
CS 81360
75634 – PARIS Cedex 13
www.ile-de-france.drjscs.gouv.fr

DJSCS de La Réunion

14, allée des Saphirs
97487 Saint-Denis Cedex
www.reunion.drjscs.gouv.fr
DJSCS de Martinique Mission transversale d'appui, Observation-Études-Statistiques
Agora 2-ZAC Etang Z'abricot
Rond-point du calendrier lagunaire
BP 669
97264 Fort-de-France Cedex www.martinique.drjscs.gouv.fr

DJSCS de Mayotte

Centre d'affaires Maharajah
BP 104 - Bat A et C
97600 Mamoudzou
<http://www.mayotte.drjscs.gouv.fr>

DJSCS de Martinique

14, rue André-Aliker
BP 669
97264 Fort-de-France Cedex
<http://www.martinique.drjscs.gouv.fr>

DRDJSCS de Normandie

Mission de Veille, d'Expertise et d'Appui
55, rue Amiral Cécille
BP 1358
76179 Rouen Cedex
www.haute-normandie.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS de Nouvelle Aquitaine

Mission Études, Statistiques et Observation
7, bd. Jacques Chaban-Delmas
33525 BRUGES Cedex
www.aquitaine.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS d'Occitanie

Cellule Observation/Veille/Études
3, av. Charles Flahault
34094 MONTPELLIER Cedex 5
www.languedoc-roussillon.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS des Pays de la Loire

Mission d'appui transversal et territorial
9, rue René Viviani
CS 46205
44262 NANTES CEDEX 02
www.pays-de-la-loire.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS Provence Alpes Côte d'Azur

Pôle Observation, Contrôle, Évaluation, Ingénierie
66 A, rue Saint-Sébastien
CS 50240
13292 Marseille Cedex 06
www.paca.drjscs.gouv.fr



